

LA TRANSFORMATION D'UN AMI EN ENNEMI: L'URSS, LE QUAI D'ORSAY, WASHINGTON ET LA PRESSE ENTRE L'ALLIANCE DE GUERRE ET LA GUERRE FROIDE, 1941-1948

Annie LACROIX-RIZ, professeur d'Histoire contemporaine à l'université Paris 7

« La transformation d'un ami en ennemi: l'URSS, le Quai d'Orsay, Washington et la presse entre l'alliance de guerre et la guerre froide, 1941-1948 », *Pratiques et cultures politiques dans la France contemporaine. Hommage à Raymond Huard*, Centre d'histoire contemporaine du Languedoc-Roussillon, Université Paul Valéry, Montpellier III, 1995, p. 111-149

« Il n'est pas de question qui mêle plus intimement la politique extérieure et la politique intérieure que le problème russe », écrit Massigli à propos de l'habile tactique antisoviétique de la Direction du Parti travailliste après la Conférence de Moscou du printemps de 1947⁽¹⁾. Ce constat, relevant de l'évidence en France pour la période antérieure à la Seconde Guerre mondiale, sera analysé ici entre la guerre et la rupture officielle de 1947-1948. D'une URSS alliée promptement transformée ennemie nous étudierons les images discordantes issues de deux, voire de trois sources:

le Ministère chargé de la politique extérieure nationale, dont la vision varie peu en fonction des aléas présumés des relations franco-soviétiques et qui tend à définir l'URSS en fonction de son rapport, stable, au Reich allemand

la grande presse qui façonne « l'opinion publique », largement orientée et informée par le Quai d'Orsay (notamment son « Service d'Information et de Presse » ou SIP), mais aussi dès 1945, et bien plus encore au fil des ans, par Washington, son Administration et sa presse

Ces discordances nous renverront aux contradictions entre les enjeux respectifs des politiques intérieure et extérieure de la France.

1. PRÉAMBULE : LES CONTRADICTIONS DES RELATIONS FRANCO-RUSSES AU XXÈ SIÈCLE JUSQU'EN 1944

C'est pour des raisons allemandes que les Soviets acquièrent le statut d'allié de la France gaulliste. Les années trente avaient fait ressurgir une question posée depuis la guerre de 1870, puis enfouie depuis la révolution bolchevique: celle de l'alliance russe contre l'agression prévisible du Reich. De Gaulle, fermement antibolchevique sur le plan intérieur - et associé en Pologne, en 1920, dans la phase active et militaire du « cordon sanitaire », à l'œuvre française de re-stabilisation de l'Europe bouleversée par la Grande Guerre -, illustra à la veille de la suivante les contradictions de la politique française: entre l'utilité *militaire* de l'alliance antiallemande avec l'URSS et la crainte d'une alliance *politique* avec un État-symbole des bouleversements socio-économiques redoutés par les élites dirigeantes de la France - et espérés par les forces contenues dans les étroites limites d'un « cordon sanitaire » intérieur⁽²⁾.

Pendant la drôle de guerre, la presse avait été chargée, pour illustrer le choix définitif du Quai - avant celui de l'absence du combat contre le Reich -, de ne souligner qu'un versant de ces deux données. Sous couvert de dénoncer le pacte germano-soviétique et l'alliance des deux dictatures contre les démocraties, elle ne se déchaîna que contre l'un des deux signataires: « l'opinion publique » fut ainsi hissée en France au paroxysme de la haine contre les Soviets; et, de « rêve » finlandais en « délire caucasien », l'ennemi principal fut, malgré les conseils sensés des diplomates français en poste à Moscou, situé à l'Est de la Pologne plutôt qu'aux frontières orientales de la France⁽³⁾.

Parenthèse décisive, la période 1941 à 1944 institua une sorte d'idylle entre le futur État gaulliste et l'URSS. « Au lendemain même de l'agression allemande contre l'Union Soviétique », un entretien réunit à Londres le Soviétique Maisky et le Français Dejean. Les deux réprouvés - l'un

ancien, l'État soviétique, l'autre nouveau, la mince partie des élites françaises ayant choisi d'emblée la résistance (4) semblèrent alors s'unir dans la haine commune contre les occupants de l'Europe continentale (4). D'autant plus que les relations entre de Gaulle et les Américains en quête d'AMGOT en France comme en Italie et dans le Reich furent franchement *détestables* (5).

Union troublée par de sérieuses arrière-pensées françaises comme l'avoua la Direction des Affaires Politiques du Quai lorsque la France Libre se transforma en État: l'URSS avait reconnu de Gaulle et les siens comme le Gouvernement «de la vraie France» (expression de Molotov en mai 1942 lors son entretien à Londres, en compagnie de Bogomolov (futur Ambassadeur à Paris), de Gaulle et Dejean), «reconnaissance beaucoup plus large que celle des Gouvernements britannique et américain»; mais le CFLN d'Alger avait, à partir de 1943, montré beaucoup moins de loyauté: en infligeant aux Soviétiques la rebuffade de «certains retards fâcheux» (Bogomolov «attendit en vain pendant quinze jours la réponse du CFLN» à sa demande de se rendre à Alger; un télégramme de Garreau transmettant l'offre soviétique d'établir entre Moscou et Alger des relations diplomatiques «s'égara» curieusement, origine d'«un retard de plusieurs semaines [de] la réponse»); en les incitant aussi à douter de son énergie contre Vichy, dans «l'atmosphère fortement imprégnée de pétainisme qui régnait en Afrique du Nord» (6).

L'expérience de l'Occupation transforma quant à elle profondément l'image que se forgeaient de l'URSS les diverses couches, classes et catégories sociales. Quelle que fût la part respective prise dans le résultat final par le flot des moyens d'information et de propagande de Vichy et par le ruisseau de la littérature clandestine, ces sources, concordantes pour l'État de Vichy et l'amorce d'État gaulliste, suscitent l'hypothèse suivante: des positions «de classe» tranchées l'emportèrent en ces temps d'épreuves sur le «consensus» de l'opinion caractéristique du temps de paix, où la presse dominante élabore une sorte de pensée moyenne. Deux grandes données générales s'en dégagent:

1° La détermination du rapport à l'URSS par la question allemande (dans laquelle s'inséra l'énorme rôle prévisible du puissant acteur anglo-saxon du conflit): la population française, à partir de janvier-février 1943, compta sur la capacité de l'Armée Rouge à vaincre militairement le Reich, clé de la libération générale, Ouest inclus, des territoires occupés. Une large part de l'opinion, non confondue avec les seuls ouvriers, discerna au surplus dans cette victoire deux promesses d'avenir: une garantie de sécurité contre la revanche du Reich; la possibilité d'une relative indépendance permettant à la France de «reprendre une place que nous avons perdue surtout par l'aveuglement des Américains et des Anglais» (7); les «relations cordiales» entre le «Comité d'Alger» et l'Union Soviétique, qui provoquaient à l'automne 1943 «l'appréhension [de...] certains milieux bourgeois», recueillaient au contraire, parmi «d'autres (...) la satisfaction qu'en Afrique du Nord, certains Français communistes ou non puissent enfin parler aux Anglo-Américains sur un pied d'égalité» (8);

2° la dimension de politique étrangère des sentiments *intérieurs* envers l'URSS des grands groupes sociologiques, 1943 ouvrant la perspective d'une victoire *militaire* avant tout soviétique. Vichy et les gaullistes dressèrent le même constat: «prédominance russe dans l'effort de guerre», «rire» et «indignation» mêlés contre «la campagne d'Italie» anglo-américaine, rancœur grandissante envers les bombardements (surtout américains, les Anglais se montrant plus soucieux du sort des populations des zones frappées) contre les Français, que ceux-ci opposèrent souvent à l'inertie militaire des Alliés occidentaux contre la Wehrmacht et à la non-ouverture du «second front» (9). L'attente de la libération se joignit à l'espérance de transformations profondes dans les milieux ouvriers; la reconnaissance, unanime, de la valeur militaire des Soviets fut contrebalancée, de plus en plus au fur et à mesure que l'on s'élevait dans la hiérarchie, par une crainte sociale aiguë, perceptible dès janvier-février 1943: «une véritable allégresse» générale accueillit la défaite de von Paulus; mais, tandis que «les classes laborieuses (...) prétendent que Stalingrad est le Sedan allemand», «dans les milieux bourgeois on commence à s'inquiéter vivement des répercussions politiques que pourrait avoir une victoire complète des Soviets», et - insoluble dilemme de la politique «soviétique» de la France - «beaucoup [d'éléments] sont pris (...) entre le désir de voir l'Allemagne vaincue et celui de ne pas voir la Russie victorieuse» (10). L'espoir d'entraver les prétentions hégémoniques des Américains pesa donc moins que celui d'élever un nouveau «rempart», succédant sans transition à l'allemand, pour «éviter le bolchevisme» (11). Dans la grande bourgeoisie accoutumée à raisonner en termes de *stratégie*, la contradiction entre l'utilité antiallemande de l'URSS, donnée globalement négligée ou censurée de longue date, et la nécessité

d'en proscrire l'influence sociopolitique prévisible la paix revenue, fut froidement analysée. Et la priorité du second élément l'emporta bien avant la fin de la guerre, pour définir le choix entre «URSS et USA (*sic*) qui exploiteront la France: URSS de qui on peut attendre une attitude favorable, mais qu'il faudra neutraliser partiellement par l'influence anglo-saxonne»⁽¹²⁾.

2. POLITIQUE EXTÉRIEURE ET POLITIQUE DE PRESSE JUSQU'À LA CONFÉRENCE DE MOSCOU (AUTOMNE 1944-PRINTEMPS 1947)

Les pratiques du Quai d'Orsay - de l'État issu de la Libération - en direction de la presse s'insèrent dans le processus général qui transforma l'allié largement *révéré* à la Libération en épouvantail de guerre froide: elles illustrèrent l'évolution respective des deux fondements de la politique étrangère française, le problème allemand et le rapport des forces politiques intérieur. Les diplomates du GPRF en poste à Moscou scrutaient une presse dont le contenu, élogieux ou critique à l'égard de la France, avait «le caractère d'une prise de position» du Kremlin sur l'état des relations bilatérales⁽¹³⁾. Mais Moscou savait que Paris jouait à l'égard de la presse française un rôle analogue, et qu'il y avait là un baromètre de ses priorités antiallemandes - ou de leur abandon.

2. 1. PRIORITÉ ANTIALLEMANDE OU TENTATION DU «BLOC OCCIDENTAL»: LE QUAI, LA PRESSE ET L'URSS DE L'AUTOMNE 1944 À LA FIN 1946

La Direction des Affaires Politiques du Quai avait, en octobre 1944, distingué, parmi les éléments susceptible d'imprimer «une évolution favorable» aux rapports franco-soviétiques, après les «froissements d'ordre personnel qui se sont produits» depuis 1943, «la solidarité d'intérêts (...) sur des points essentiels (exemple élimination du danger allemand)»⁽¹⁴⁾. On put y croire, presse (française et étrangère) aidant, lorsque fut signée le 10 décembre 1944 la «belle et bonne alliance» anti-Reich, le «traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la République française et l'Union des Républiques socialistes soviétiques» en 8 articles, source de vive aigreur anglo-saxonne⁽¹⁵⁾. Ilya Ehrenbourg, symbole de la «vieille amitié» soviétique avec «la France du peuple», de l'antipathie pour celle «des 200 familles» et de la volonté de «mettre les Allemands à genoux», entra dans le Saint des Saints idéologique du Quai, les circulaires SIP non critiques, avec son message radiodiffusé de Nouvel An: «Souvenez-vous de la faiblesse et vous serez forts (...) Qui plaint les Boches prépare un nouveau Sedan (...) la France est presque entièrement libérée des Boches, Mais elle ne s'est pas libérée de ceux qui ont amené les Allemands et furent avec les Allemands»⁽¹⁶⁾.

Mais la politique de presse du Quai signifia bientôt à Moscou les tentations «occidentales» françaises, en compagnie de Londres et des trois pays du Benelux, Bruxelles en tête: dès 1944-1945 s'imposa «la reprise de la conception d'ordre politique antirusse dite du "bloc occidental"» - formule de Brugère résumant le consensus de la presse belge, communiste et anticommuniste, sur la portée de la célèbre interview de De Gaulle au *Times* du 10 septembre 1945⁽¹⁷⁾. Vers ce bloc où Washington, et non Londres, jouerait à l'évidence désormais un rôle décisif la France s'avança avec des hésitations qui reflétaient ses scrupules à l'égard d'un projet, né en pleine guerre, rejetant comme naguère la priorité du «péril allemand»⁽¹⁸⁾.

Les avant-postes de presse révélèrent cette tendance qui renouait *aussi* avec la politique «catholique» de l'occupation française du précédent après-guerre. L'URSS y reconnut aussitôt les porte-parole de la politique que le Quai *appliquait* dans sa zone d'occupation. Elle comprit - légitimement selon le Général Catroux, ambassadeur de France depuis le début de 1945 - «le langage assez vif des journaux français au moment de Yalta» et «les campagnes de M. Mauriac en faveur du pardon» aux Allemands, dans *Carrefour*, comme la preuve des arrière-pensées de la diplomatie française. Elle ne réagit vivement qu'au début d'avril 1945, avec la polémique entre son truchement favori des rapports avec Paris, Ilya Ehrenbourg, et le résistant catholique François Mauriac. La réaction de Catroux fournit un exemple *significatif* du philosoviétisme germanophobe des diplomates que la France Libre avaient affectés en URSS - et qui y furent maintenus jusqu'à la Guerre Froide *stricto sensu*: si Ehrenbourg parlait au nom de Moscou, «les campagnes de M. Mauriac en faveur du pardon [qui] impatientent les diplomates soviétiques qui en ont connaissance»

ne pouvaient être organisées qu'avec l'aval du Quai d'Orsay; Moscou avait compris le sens politique de ces «opinions venant de France», «difficile[s] à tolérer de la part d'un littérateur de classe internationale», de cet appel à la pitié («la thèse (...) que les pays catholiques, Bavière et Autriche comprises, ayant été les plus éprouvés par la guerre, méritent de l'indulgence et doivent faire bloc dans la paix») et «surtout des allusions au danger de l'expansion slave aux formes révolutionnaires ou "impérialistes russes" [et] à l'éventualité d'une "aurore rouge" se levant au-dessus de l'Allemagne vaincue». L'URSS s'indignait d'«une tentative pour épargner les coupables et frustrer les victimes de leur revanche [...] interprétation (...) parfaitement naturelle de la part d'un peuple qui a terriblement souffert de la guerre et qui, s'il n'a pas d'amour pour le Christ, voue une haine profonde aux Allemands et plus encore aux nazis et aux fascistes»; et elle éprouvait «un véritable ressentiment» devant «les allusions au péril rouge, directes ou indirectes, et aux précautions qu'il conviendrait de lui opposer sous la forme de tel ou tel système politique» (domaine dans lequel les intentions rassurantes de Moscou inspiraient à Catroux, notamment en raison de son expérience coloniale, la plus grande sérénité⁽¹⁹⁾). L'ambassadeur mit enfin presque autant que l'URSS Paris en garde contre ce qui apparaissait comme une nette concession aux vues américaines: la presse soviétique s'était jusqu'ici contentée d'observer que «ces thèses (...) étaient traitées dans les feuilles anglo-saxonnes et non dans les nôtres. L'article d'Ilya Ehrenbourg nous donne un avertissement qui mérite d'autant plus l'attention qu'il émane d'un ami confirmé de notre pays»⁽²⁰⁾. Dans les jours précédant la défaite du Reich, l'URSS signifia par nombre de signes qu'elle considérait la France comme un allié antiallemand peu sûr⁽²¹⁾.

La presse française s'engagea nettement en faveur de Washington en août-septembre 1945, après le laborieux voyage de De Gaulle et Bidault aux États-Unis, qui confirma les frustrations «allemandes» (sur la Ruhr, la Rhénanie, les réparations, charbon inclus). Les représentants de la France dans la capitale fédérale sacrifièrent cependant, pour amadouer Washington, au code «occidental» lors des entretiens des 22 et 23 août 1945: face aux Américains qui firent de lourdes allusions à la puissance excessive et dangereuse du PCF, ils traitèrent la question allemande sur le terrain du péril rouge, invoquant le risque de contrôle soviétique sur la Ruhr, etc.⁽²²⁾. Ce langage codé envahit la presse française au début de l'automne 1945, avec une telle convergence que Bogomolov alla fin septembre se plaindre auprès de Dejean des «campagnes systématiquement déclenchées en vue de présenter l'URSS comme coupable de tous les maux dont souffre le monde et de compromettre les rapports entre les deux pays»: certes, observa-t-il, dans le cadre des joutes électorales *intérieures* (il cita le cas d'une affiche apposée à Metz, appelant au vote en faveur de de Gaulle après avoir accusé «les communistes russes» de maltraiter les Alsaciens-Lorrains prisonniers, violer les femmes déportées, piller les prisonniers et déportés français); mais la presse française, comme la britannique et l'américaine, ajouta-t-il, visait aussi, en commentant la Conférence de Londres, «à rendre l'URSS responsable des difficultés rencontrées», par exemple sur «l'affaire polonaise qui, après avoir provoqué de nombreuses crises» entre l'URSS «et les autres Alliés, a fini par trouver une solution dont chacun s'arrange»⁽²³⁾.

La franchise et l'estime mutuelles entre Catroux et Bogomolov ne mirent fin ni à la campagne de presse ni à «la maussaderie» du second: l'Union soviétique, protesta-t-il à la mi-octobre, «est le seul pays qui soit actuellement en butte aux attaques de la presse française», notamment sur la question des «réfugiés» des pays baltes. Les Soviétiques n'ignoraient pas l'origine *américaine* de ce brûlot contre eux dont tous les pays «occidentaux» se saisirent au second semestre 1945, avec un enthousiasme suspect où se mêlaient les arrière-pensées antibolcheviques intérieures, les intérêts capitalistes menacés et le souci de complaire à Washington⁽²⁴⁾. Bidault n'avait pas jugé bon de répondre à la protestation de l'ambassadeur soviétique contre la thèse des Anglo-Saxons, désormais rejoints par la France, définissant les exilés baltes comme des «réfugiés», alors que Moscou y voyait des «criminels de guerre» fuyant le châtement: «doit-on en conclure que l'intention du Gouvernement français est de ne pas reconnaître les modifications de frontières intervenues depuis 1939 en faveur de l'URSS?». «On lui prête des desseins ténébreux, des visées impérialistes; on la suspecte à tout propos», ajouta Bogomolov, alors que le soutien soviétique n'a jamais fait défaut ni aux «intérêts» polonais et tchécoslovaques; «et puis les Français n'ont pas pu oublier l'appui que, dans des circonstances difficiles, le Maréchal Staline a donné au Général de Gaulle à Londres et qu'il lui a apporté à nouveau à Alger et à Paris», ce qui démontrait «le prix de l'amitié soviétique». Les deux pays, malgré leurs réelles divergences sur l'organisation future de

l'Allemagne vaincue, partageaient, dit le Soviétique, un puissant intérêt, «la sécurité» contre le Reich, à l'Est (à l'Ouest aussi, renchérit Catroux), faute de quoi «nous aurons perdu la guerre»⁽²⁵⁾.

Moscou «soupçon[ait] l'antisoviétisme d'avoir été le ciment de la coalition des oui-oui». Les Soviétiques en poste à Paris épargnèrent cependant le Quai, le MRP ou l'entourage direct de de Gaulle en dénonçant la SFIO, qui détenait des Ministères-clés en matière de presse, en particulier celui de l'Information: l'AFP entretenait sept correspondants en URSS, mais ils avaient reçu «la consigne» écrite de ne diffuser dans leur Bulletin «qu'un minimum d'informations» sur leur poste; le Ministère de l'Information publiait donc des articles «empruntés à des journaux suisses qui n'ont aucun correspondant en URSS». Dans le chœur en faveur d'un «Bloc occidental», dominaient, aux côtés d'organes comme *Carrefour*, d'illustres socialistes comme Blum et Dumas⁽²⁶⁾.

Catroux et son attaché d'Ambassade Charpentier renouvelèrent fin 1945 et début 1946 leurs consignes de mémoire et de vigilance à l'égard du péril allemand: il fallait «apaiser dans une certaine mesure les craintes et le ressentiment morbide que suscite à Moscou tout projet de solidarité occidentale en négociant un traité d'alliance avec la Pologne et sans doute aussi avec la Yougoslavie. Ce serait un moyen de redonner la vie au pacte franco-soviétique en le rattachant par un détour au système des traités orientaux proposés par le Kremlin» pour la «défense de ses propres intérêts»: en passant «des pactes avec le monde européen, aux fins de faire obstacle à la renaissance du danger allemand, nous donnerions la preuve que nous ne faisons pas une politique de préférence occidentale ou d'"exclusivisme occidental" (...) cette politique obéirait au principe d'équilibre que les déclarations du Général de Gaulle ont posées, *car c'est en définitive une politique de contre-assurance*». Significativement, le lecteur parisien de ce télégramme de Catroux du 19 décembre 1945, encadra ce dernier passage, et suggéra son rejet par un point d'interrogation⁽²⁷⁾. La politique de presse du Quai le confirma (comme tous les fonds du temps): les grands organes d'information exaltèrent le «Bloc occidental» dans lequel Moscou voyait la résurrection «du cordon sanitaire, de Locarno, du Pacte à 4 (*sic*) et du "sauvetage de la civilisation européenne" qui a conduit à Munich les conservateurs et les réactionnaires français»⁽²⁸⁾.

A ce tableau mis en place dans les mois suivant la défaite allemande la Guerre Froide officielle apporta peu de retouches, sinon un contraste grandissant entre deux attitudes :

1° celle de nombreux diplomates affectés aux questions européennes, en poste à Moscou, en Europe orientale ou en Allemagne, hantés par le danger allemand, au jugement en général pondéré sur les actes et intentions des Soviétiques. Ils allèrent parfois jusqu'à la franche russophilie, le cas le plus net étant celui du Général De Noblet d'Anglure, en poste à Berlin: sa confiance en Moscou comme garantie contre le Reich se prolongea, cas rarissime, par une profonde sympathie pour la politique *économique* extérieure (des échanges bilatéraux) et même pour la politique générale de l'URSS, qu'il considérait comme la caution de «l'indépendance économique et politique française»⁽²⁹⁾;

2° celle de la presse, de plus en plus violemment hostile aux Soviétiques dès le début de 1946, y compris les organes du MRP, parti du ministre des Affaires étrangères. Cet antisoviétisme militant n'épargna même pas le terrain allemand, notamment dans la zone française d'occupation, où la presse communiste et socialiste dénonçait, sans excès à la lecture des archives, le «reçassage» (auquel l'Intérieur SFIO se prêta volontiers) d'hommes liés à Vichy presque jusqu'au bout⁽³⁰⁾. Les organes officiels du Commandement militaire français en Allemagne, notamment le n° 2 de la *Revue de la zone française* et le n° 18 de *Témoins et enquêtes*, revue du Haut Commandement français, publièrent dès le tournant de 1945 des articles décrivant les viols et pillages de l'Armée Rouge et mettant dans le même panier les États soviétique et nazi: un article sur «les derniers jours de Berlin», particulièrement grossier envers les Soviétiques et leur Armée, accusa les anciens nazis de se rallier en masse au communisme comme les communistes allemands s'étaient, ajouta-t-il, jetés dans les bras du nazisme en 1933, et conclut sur la communauté entre «nazisme et communisme».

La gravité de l'injure suscita le 11 janvier 1946 une vive réplique de Dominique Desanti, dans la *Voix de Paris*, et *L'Humanité* relança la polémique deux mois plus tard. Raymond Aron, alors directeur de Cabinet du ministre de l'Information, admit, le 14, qu'il fallait réagir contre «ces lignes (...) extrêmement fâcheuses, voire graves, dans une publication de caractère officiel»; puis, rasséréné, il approuva la réponse envoyée à D. Desanti le 19 par Jean Arnaud, directeur de l'Information: Arnaud invoquait «les observations faites» aux censeurs présumés; le légitime droit de critique du Pasteur Cazalis, auteur de l'article «Le communisme Espérance ou Angoisse de

l'Allemagne»; les arguments, respectivement cynique et hypocrite, «que les publications en questions sont pour l'usage intérieur et qu'elles ne tombent jamais sous les yeux des Allemands»; il concéda que «certaines formules de l'article "Les derniers jours de Berlin" étaient inopportunes et maladroitement», mais le justifia sur le fond: «le seul reproche qu'on puisse nous faire, c'est de maladresse et non pas de mauvaise foi»; il dénonça enfin la «manœuvre politique» de ceux qui critiquaient cet assaut contre «la Russie des Soviets» et son Armée et les accusa de vouloir «disqualifier notre occupation dans l'opinion de nos alliés et de compromettre la défense de la thèse française sur la Ruhr et sur la Rhénanie».

La campagne avait la caution des plus hautes autorités, cette arrogance l'attesta autant que la désinvolture avec laquelle le Quai, couvrant le ministère de l'Information, traita les Soviétiques qui avaient fini par protester: la Direction d'Europe reprit à son compte l'argumentation d'Arnaud pour répondre à l'Ambassade d'URSS qu'elle ne percevait pas le caractère antisoviétique de l'article «Le communisme Espérance ou Angoisse de l'Allemagne»; et elle renvoya la plaignante à l'article hostile à la France de Zaslavsky dans le n° 71 des *Nouvelles soviétiques* du 1er décembre 1945⁽³¹⁾.

La presse soviétique dénonça donc régulièrement, à partir du second semestre de 1946, les manifestations journalistiques de «la nouvelle orientation attribuée à la politique de la France qui serait tombée sous l'emprise anglo-saxonne». Moscou en souligna deux grandes caractéristiques: 1° une influence anglo-saxonne sensiblement accrue - notamment grâce à la création en France même de services d'Information et à des prises de participations ou achats de titres «à coups de dollars» - qui se traduisait par le large écho donné aux analyses des organes anglo-américains par leurs homologues français; 2° la participation active des journaux officieux, tels *Le Monde* et *L'Aube*, à la campagne antisoviétique, signe d'un changement de politique étrangère: «la France marche au coude à coude avec les Anglais et les Américains dans toutes les questions graves», résumèrent fin août 1946 les *Izvestia*, organe du gouvernement de l'URSS⁽³²⁾.

Nos recherches ne nous ont pas permis de mesurer l'éventuel poids financier américain accru sur la presse française. La seule consultation des *Foreign Relations of the United States* atteste cependant l'intimité remarquable, dès 1946, entre dirigeants des partis - et des grands journaux d'opinion - non communistes (MRP et SFIO en tête) et l'ambassade américaine à Paris⁽³³⁾.

2. 2. VERS LA CONFÉRENCE DE MOSCOU : LE HIATUS ENTRE LES FAITS DIPLOMATIQUES ET LE CONTENU DE LA PRESSE :

On ne décrira pas ici les détails, connus, du choix définitif de la France, en 1947, en faveur du «bloc occidental» que son alliée de guerre redoutait tant de la voir rejoindre; mais seulement la dichotomie entre la présentation *publique* du phénomène et son exposé dans la correspondance diplomatique en l'année de la renonciation au mythe de la France-«pont entre l'Est et l'Ouest»⁽³⁴⁾.

Les diplomates en poste à Moscou décrivirent une URSS inquiète et déçue devant les signes du bradage de l'alliance à l'Est, entamé par les conversations de janvier 1947 à Londres entre Bevin et Blum (à l'époque du bref gouvernement homogène socialiste⁽³⁵⁾) négociant un changement de cap que Paris n'avait pas annoncé «à un gouvernement auquel nous sommes liés par un pacte». «(...) On nous fera sentir qu'on nous tient rigueur de cette omission», annonça Catroux: cette «anomalie» ne pouvait s'expliquer que par «la décision de conclure une alliance» beaucoup plus occidentale qu'antiallemande avec Londres, décision d'autant plus fâcheuse que Paris avait à la veille du voyage de Blum formellement assuré Moscou, alliée de plein droit, qu'aucune alliance exclusive ne serait conclue à Londres⁽³⁶⁾.

Bidault saisit cet héritage de la SFIO, ferme partisan de l'accord avec Londres, aussi faible sur la question allemande que vigoureux adversaire de l'URSS: c'est lui qui, à nouveau aux Affaires étrangères dans le cabinet Ramadier, signa avec Bevin le traité de Dunkerque en mars 1947. Dans les semaines qui avaient précédé, Catroux s'opposa fermement mais en vain à cette marche forcée vers le Bloc occidental aux côtés d'une Grande-Bretagne à laquelle il s'était sans répit heurté dans ses responsabilités syro-libanaises, au nom de la France Libre, depuis l'été 1941⁽³⁷⁾. Il ne vit dans la «froideur» grandissante des Soviets à l'égard des Français (notamment le refus répété de Staline d'un entretien en janvier-février) que la sanction des graves manquements aux priorités de l'alliance antiallemande, et aucunement des arrière-pensées subversives: l'URSS est persuadée «que le pacte

franco-anglais a été voulu par le cabinet de Londres dans le but de lier notre politique à la sienne, renforcer ainsi sa position sur le continent et se rendre à la fois moins dépendant de l'Amérique et mieux armé contre les Soviétiques. La question qui se pose pour Moscou est donc de savoir dans quelle mesure nous saurons sauvegarder notre liberté d'action et éviter d'entrer dans les combinaisons britanniques "occidentales" que l'on juge ici dirigées contre l'URSS et auxquelles on est résolu à s'opposer. Je vous demande de (...) consacrer votre attention» aux réactions soviétiques au projet franco-britannique. «Je ne saurais apprécier si pour d'autres raisons, il importe de hâter la conclusion de ce pacte, mais en considérant le problème dans les seules limites de mon horizon propre, je préférerais qu'elle eût lieu postérieurement à la conférence de Moscou et non antérieurement»: limite choisie parce que si la conférence aboutissait à un réchauffement anglo-soviétique - une révision du pacte (de 1942) -, les préventions de Moscou à l'égard de l'alliance franco-anglaise s'évanouiraient⁽³⁸⁾.

Ladite Conférence officialisa, sans que l'URSS y fût pour rien, l'option que les Français avaient, pour des raisons *allemandes*, tant souhaité différer. Mais, en dépit d'une légende encore vivace, il n'y eut pas de «rupture sarroise» franco-soviétique. L'alliance avec les Anglo-Saxons ne se conclut pas davantage sur la Sarre, Paris ayant envisagé *unilatéralement*, pour atténuer la dramatique pénurie de combustible, «de conserver sans autre forme le charbon de la Sarre pour l'usage français»: le prétendu «accord» occidental du 29 avril 1947 «octroya» à la France ce que le droit d'occupation lui avait acquis⁽³⁹⁾. La colère de Bidault devant un Staline «écoula[nt] distraitement» ses revendications sarroises serait rendue déjà très improbable par l'ensemble de la correspondance consacrée à la préparation et à la tenue de la Conférence⁽⁴⁰⁾; elle est rigoureusement exclue par le procès-verbal de leur entretien du 17 mars 1947.

Les désaccords bilatéraux sur l'Allemagne (fédéralisme-centralisation), antérieurs à la Conférence, y furent abordés avec franchise et modération de part et d'autre. Mais Staline ne laissa à Bidault aucun doute sur la solidité de l'alliance antiallemande contractée avec la France; il se montra particulièrement net sur le prétendu sujet du contentieux, les réparations (sujet à propos duquel Bidault avait dit, ouvrant l'entrevue: «il n'y a pas de difficultés fondamentales entre la France et l'URSS»): «si nous trouvons un point de vue commun sur les réparations, indique le *généralissime*, la question de la Sarre se résoudra sans difficultés». Puis il proposa à Bidault à propos du *charbon de la Ruhr* - autant dire de toutes les grandes questions - le *choix* (que toute la correspondance «allemande» avait annoncé inéluctable depuis le second semestre de 1946): l'accord franco-soviétique contre les Anglo-Saxons. Bidault s'étant plaint que «nous en recev[ions] beaucoup trop peu», Staline lui répondit: «Oui, je sais (...) Les Anglais font traîner la question; ils veulent éviter une solution rapide. *Il y aurait intérêt à diviser les voix de façon à se trouver deux contre deux. Cela permettrait sans doute d'atteindre l'objectif, qui est un contrôle à quatre immédiat sur le bassin rhéno-westphalien. Il faut faire comprendre cela aux Anglais et aux Américains. M. Bidault pourrait s'entretenir à ce sujet avec M. Molotov. On se trouve en présence du bloc de ceux qui voulait faire traîner la question. Ce bloc doit être brisé.*

M. Bidault ne souhaite pas dire du mal des absents.

Le Généralissime Staline voudrait en dire du bien, mais il ne dispose d'aucune donnée qui lui permette de le faire. De toutes façons il tient à assurer M. Bidault qu'il est prêt à faire tout ce qu'il pourra pour aider la France. Il parle sincèrement et non pas officiellement. *Il y a toujours eu une grande sympathie entre le peuple russe et le peuple français.* La France et l'URSS possèdent les deux seules armées du continent»⁽⁴¹⁾.

Il faut absolument lire les 11 pages de ce compte rendu qui anéantit la thèse de la rupture, sarroise ou non, entre Paris et Moscou; et les comparer aux *vraies* colères de Bidault, contre les Anglo-Saxons (Anglais en tête, tactique adoptée pour avoir moins à s'attaquer de front au tabou américain) et leur rejet de toutes les revendications allemandes de la France. L'entretien du 17 mars 1947 éclaire l'abîme entre ce qui se produisit entre les décideurs français et soviétiques et l'image que les premiers en livrèrent à leur opinion publique. C'est évidemment pour dissimuler les deux données majeures de la Conférence de la rupture quasi officielle, enregistrées et commentées bien avant son déroulement - les rebuffades infligées à la France par les Anglo-saxons, le rejet français des avances des Soviétiques -, que Bidault, *apparemment* passé à l'alliance avec l'Occident contre Moscou, cautionna la contre-vérité de la rupture «sarroise».

Cette thèse de la presse du temps imputant le choix contraint des Français à l'indifférence et au mépris de l'URSS pour leurs revendications a survécu intacte dans les Mémoires et ouvrages de science politique ultérieurs, appuyés sur des sources imprimées ou sur des «témoignages» présentant d'ailleurs les signes extérieurs de la sincérité: Jean Morin, membre de la délégation française à Moscou, décrit Bidault comme «bouleversé à un point inimaginable» par la séance quadripartite du 10 avril avec Molotov qui lui aurait refusé le bénéfice de la Sarre: «Toute sa politique étrangère sera déterminée par le choc qu'il a reçu à Moscou le 10 avril 1947 (...) M. Bidault a sans doute été convaincu qu'il n'y avait rien de solide à faire avec les Russes»⁽⁴²⁾. Selon le procès-verbal de cette séance prétendument si bouleversante, Molotov répéta ce que les Soviétiques (notamment Staline le 17 mars 1947) avaient toujours dit aux Français: opposition au détachement de la Ruhr et de la Rhénanie, auquel il préférait un contrôle *quadripartite* de la Ruhr qui associerait la France et l'URSS jusqu'ici toujours «écartées» par les Anglais et les Américains; assentiment à l'«examen» des revendications française sur la Sarre⁽⁴³⁾.

La presse française ne peut avoir ignoré des informations que ses collègues anglo-saxons se chargèrent de diffuser, certes pas au printemps 1947, mais... *neuf mois plus tard*, à l'époque de la Conférence de la rupture officielle du quadripartisme, à Londres. Avec une certaine cruauté pour Bidault, qui fut présenté par le journaliste britannique Henry Brandon, dans la revue américaine *Collier's* du 6 décembre 1947, comme ayant renoncé, sur la pression d'un de Gaulle désormais violemment hostile aux Soviétiques, à son ambition d'une France «pont entre l'Est et l'Ouest»: «La France venait de jouer gros jeu. Elle avait placé ses chances du côté des États-Unis, bien qu'il ne fût pas certain qu'elle pût obtenir de ce pays l'aide financière et matérielle dont elle avait un si pressant besoin». Ce tardif article de Brandon rendit compte avec une précision fatalement empruntée à des sources au moins partiellement françaises de l'évolution des relations diplomatique France-URSS entre janvier et l'entretien Bidault-Staline du 17 mars 1947⁽⁴⁴⁾.

3. DE LA CONFÉRENCE DE MOSCOU À L'AFFAIRE DU CAMP DE BEAUREGARD : LE RÔLE DE LA PRESSE DANS LA TRANSFORMATION D'UN ALLIÉ EN OGRE (ÉTÉ-AUTOMNE 1947)

On ne s'étendra pas ici sur les polémiques de presse devenue monnaie courante en France après la «rupture» de Moscou bientôt suivie du «remaniement ministériel» aussi mal accueilli à Moscou que salué par Washington et l'entrée dans l'ère du Plan Marshall⁽⁴⁵⁾. On comparera simplement la sereine perception des choses livrée par les courriers diplomatiques aux opérations politiques et de presse où Washington fut partie prenante autant que le Quai et le Gouvernement français.

3. 1. DES RÉALITÉS DIPLOMATIQUES PRESQUE INCHANGÉES...

A partir de l'été 1947, la presse soviétique dénonça avec une aigreur débridée la livraison de la France au dieu-dollar, «attaquant violemment» De Gaulle⁽⁴⁶⁾ désormais considéré comme passé à l'autre camp. Mais les Soviétiques ne portèrent pas l'assaut plus loin: ils reprochèrent à la France, que Catroux prétendit, fin août, dans un «entretien» avec Vychinski «sur un mode toujours amical et exempt de brutalité», restée «l'alliée de l'URSS» fidèle à ses engagements antiallemands de 1944 et «hostile à la politique de blocs», de ne pas avoir choisi «le même camp»⁽⁴⁷⁾.

Au dernier trimestre de 1947, lorsque la presse française érigea l'URSS en ennemi public n° 1, les Soviétiques redoutaient au plus haut point la rupture avec leur seule alliée antiallemande de l'Ouest du continent. D'une correspondance énorme sur l'atmosphère d'avant et d'après la dernière conférence quadripartite sur l'Allemagne, celle de Londres⁽⁴⁸⁾, nous n'extrairons que deux courriers, absolument *représentatifs*. 1° Le compte rendu de l'entretien Catroux-Molotov du 5 novembre 1947, au cours duquel le second confirma au mot près, notamment sur la Sarre, les propos de mars de Staline; puis exprima ses doutes («qui vivra verra ! Attendons donc les développements») sur la pertinence des chaleureuses assurances du Français: «nous considérons les problèmes allemands avec des yeux français et non américains. Ainsi fait et fera tout Gouvernement

quelle qu'en soit la nuance politique». Catroux commenta ainsi l'entrevue: «Il nous tient comme déjà aux *trois-quarts* passés dans le camp adverse, et ne professe qu'une confiance mesurée pour notre volonté et nos possibilités de conserver dans le débat [sur l'Allemagne] notre indépendance. C'est ce que signifie son "qui vivra verra"»⁽⁴⁹⁾. 2° Le PV d'une entrevue entre les mêmes, le 11 février 1948, c'est à dire après des événements qui dressèrent définitivement, pour une large part de la population française, l'ancienne alliée de guerre en «ogre soviétique»⁽⁵⁰⁾ et qui ulcérèrent l'URSS bafouée. Molotov y entendit le même discours, auquel Catroux, conduit à assumer une crise qui lui répugnait visiblement, ne faisait même plus semblant de croire; et il y répondit avec un scepticisme plus marqué encore: «Quant à mes assurances touchant notre fidélité au pacte, il ne pouvait que leur opposer un sceptique "qui vivra verra"»⁽⁵¹⁾.

Autre signe que les Soviets étaient disposés à de réels efforts pour arracher la France au «camp» occidental dont les répercussions allemandes les alarmaient tant, ils lui proposèrent à la fin de l'été 1947, en plein drame du ravitaillement, un solide concours céréaliier allant au-delà d'un évident soutien électoral au PCF. Paris était confronté à un veto américain en ce domaine, particulièrement dramatique depuis les catastrophes météorologiques de l'hiver 1946-47; veto aux conséquences politiques d'autant plus fâcheuses que les ennemis du «bloc occidental», en France et ailleurs, opposaient à cette pingrerie les douceurs américaines envers les Allemands de la Bizonne - dotés de 500 grammes de pain quotidien à l'heure où la ration française passa à 200 grammes⁽⁵²⁾.

Washington comprit le grave péril politique d'une telle offre, en pleine campagne électorale française (avant les municipales d'octobre), et engagea au tournant d'août-septembre une opération attestant ses moyens de pression sur la presse et les partis non-communistes dès les tout débuts de l'ère Marshall. L'offre d'aide, qui risquait de mettre à mal l'image désormais largement répandue du grand méchant loup, porta au paroxysme une campagne de presse que les dirigeants français n'orchestrèrent pas seuls, et qui aboutit - comme dans tous les «pays Marshall» à la même époque - à une profonde dégradation des relations diplomatiques avec l'URSS.

3. 2. ... AU MYTHE DE L'OGRE : LES PRESSIONS FRANÇAISES ET AMÉRICAINES EXERCÉES SUR LA PRESSE

a) Les États-Unis, la presse et le ravitaillement de la France en blé:

Dès le 29 août 1947, le sous-secrétaire d'État Lovett organisa le contre-feu: on clamerait que l'URSS, à l'inverse de l'Europe occidentale, regorgeait de «surplus exportables» (fieffé mensonge, à lire tant Bedell Smith, Ambassadeur américain à Moscou, que la correspondance française, poignante sur la misère et la faiblesse d'un pays anéanti par la guerre et encore frappé par «les conséquences de la mauvaise récolte de l'Ukraine»⁽⁵³⁾); on fournirait à la Presse américaine et à l'Ambassade à Paris une «information complète», en «pri[ant] Paris d'assurer une publicité exhaustive et continue sur les statistiques, les arrivées de navires, et les cérémonies éventuelles à organiser pour l'entrée des bâtiments, ce qui permet de porter le total des livraisons américaines à des chiffres particulièrement significatifs ou considérables, etc., etc. (...) Si, face à cette campagne, l'URSS n'offre pas (ou refuse une éventuelle demande française) de blé, la position des communistes français en sera affaiblie»⁽⁵⁴⁾.

Cette campagne américaine (occupant presque tout l'espace des *Foreign Relations of the United States* de septembre-octobre 1947) fit à la fois oublier aux Français que les Américains, disposés à ne leur envoyer que du maïs non demandé, leur refusaient toujours les prêts en dollars et les livraisons alimentaires requises⁽⁵⁵⁾, et que les Soviétiques étaient prêts à les ravitailler en blé. Elle fut menée en étroite collaboration avec la presse et les milieux politiques français de la Troisième Force, donnée de routine de l'ère Marshall. Quelle fut la part respective de «l'abominable vénalité de la presse française» - formule de Raffalovitch sur l'ère des emprunts russes⁽⁵⁶⁾ - et de son loyalisme idéologique envers Washington?

La documentation du Département d'État met l'accent sur le premier terme. Matthews, Directeur du Bureau des Affaires européennes, escomptait en juillet 1947 que la participation américaine à la *future* opération de compensation entre le charbon de la Sarre que la France

prétendait s'attribuer et celui de la Ruhr, payé en dollars, auquel elle renoncerait en proportion, coûterait, avec ses «20 millions de dollars», beaucoup moins cher à Washington que le soutien des «éléments non-communistes en France»: on rallierait ceux-ci au «programme d'information américain» à lancer contre «la machine de propagande communiste (...) en cultivant intensément les journaux français par des moyens directs et indirects». Selon la correspondance Marshall-Matthews de la fin de juin, les «fonds secrets» mis par le Congrès «à la discrétion absolue [de l'exécutif] pour la sécurité» des États-Unis (synonyme de barrage au retour des communistes français au gouvernement) seraient notamment affectés au «soutien de nature financière ou autre» non pas de «"cinquièmes colonnes" ou d'organisations clandestines» créées en pure perte, vu leur assise dérisoire, mais des «organisations existantes, originaires du pays en question, qui combattent actuellement la pénétration communiste»⁽⁵⁷⁾.

Les hommes politiques et de presse français se laissèrent «cultiver intensément», malgré les scrupules perceptibles au MRP sur le douloureux terrain allemand. Hôtes plus assidus que jamais de l'ambassade, d'importantes personnalités du MRP et de la SFIO se partagèrent depuis l'été 1947 entre les lamentations et la sérénité sur un danger rouge grossi à plaisir. D'un côté, on pleura sur «l'antiaméricanisme grandissant» qui bénéficierait aux communistes à moins que Washington ne se montrât plus compréhensif sur la question allemande, spécialité du MRP. La France s'était fait cruellement bafouer, dans la première quinzaine de juillet, à la veille de l'ouverture de la Conférence des Seize, par l'accord bizonal relevant les plafonds des capacités industrielles, notamment de l'acier, et rapprochant encore la gestion des mines de la Ruhr du *back to normalcy*⁽⁵⁸⁾. Le coup porté publiquement, à l'ouverture des festivités «européennes», valut à Caffery les fréquentes visites des «chefs du MRP»: André Colin et Albert Gortais se firent pitoyables et suppliants sur la question, à la mi-juillet, au nom présumé du nécessaire combat contre «la propagande communiste» qui touchait le plus la population française; piliers de l'Ambassade, ils restèrent début septembre chez Caffery pour «une conversation de soirée de quatre heures», profitant de l'occasion pour réclamer l'exclusion des ministres SFIO «doctrinaires, André Philip, Tanguy-Prigent et Jules Moch»: entrevue claire, comme mainte autre, sur le fait que Washington, à dater de 1947, fit et défit les ministères de la Quatrième République. De l'autre côté, «un haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur», fief de la SFIO, avoua vers la mi-septembre à Caffery que les conditions politiques du combat contre un communisme français de plus en plus isolé n'avaient «jamais été meilleures depuis la Libération»⁽⁵⁹⁾: aveu tranchant sur le contenu alarmiste de la presse de ce parti et des autres.

Lovett et Caffery organisèrent alors la campagne d'indignation contre l'égoïsme de la Russie refusant de livrer son blé surabondant, alors qu'affluaient les livraisons américaines mues par «l'objectif exclusif d'aider au maximum la France»: après discussion, ils s'accordèrent sur l'opportunité d'une «déclaration d'un haut fonctionnaire du Gouvernement américain», qui serait massivement relayée et élogieusement commentée par «les dirigeants politiques et les publicistes français»⁽⁶⁰⁾. Puis Caffery tuteura ses «amis», notamment l'énorme réseau de publication du groupe de presse *Ouest-France* («aile droite du MRP et gaullistes» comprenant aussi des journaux SFIO, tels *Le Maine libre* et *L'Ouest Républicain*), venus le solliciter contre la «campagne communiste» centrée sur le ravitaillement français en céréales et en charbon (allemand); malgré l'isolement croissant du PCF, ils jugeaient «cette propagande communiste», diffusée dans «les zones rurales jusqu'ici majoritairement anticommunistes» couvertes par leurs publications, dangereuse par ses thèmes antiaméricains solidement ancrés dans les misères du temps: «tous ces journalistes ont spontanément émis l'opinion» - spontanéité exclue par ce qui précède - «qu'une déclaration d'une personnalité gouvernementale américaine de haut rang sur les livraisons qui avaient été faites à la France serait de la plus grande utilité pour contrer les efforts des communistes dans les régions rurales».

«Ces avis spontanés» s'alignèrent sur le scénario élaboré par leurs tuteurs: une «déclaration» du Sous-Secrétaire Lovett - que la presse française venait d'encenser pour sa bienveillance présumée sur la question de l'aide intérimaire (alors qu'il avait opposé un *veto* aux supplications de Bonnet) ou, à défaut, de Clayton -, texte qui évoquerait «"les contributions relatives des États-Unis et de l'URSS" à la France elle-même», et surtout pas à «l'Europe occidentale», formulation qui donnerait crédit à l'«argument [des communistes] que nous envoyons beaucoup plus de céréales à

l'Allemagne qu'à la France»⁽⁶¹⁾. L'affaire se déroula comme prévu, à ceci près que l'opération ne se borna pas au dossier du blé.

b) Les armes de la presse contre un accord commercial avec l'URSS entre le meeting de Gautherot et la fermeture du camp de Beauregard (octobre-novembre 1947):

Ce fut un jeu d'enfant, comme dans tous les «pays Marshall», que de transformer les forces assiégées fondatrices du Kominform en marée rouge prête à déferler sur l'Europe encore libre⁽⁶²⁾. Les progrès foudroyants de l'antibolchevisme résistèrent même à l'acceptation soviétique de la demande française de blé, officiellement signifiée le 8 octobre au chargé d'affaires Pierre Charpentier, et rendue publique dans la soirée du 10⁽⁶³⁾. Célébrée par la presse communiste - maigre tribune désormais -, cette offre de «négociations» bilatérales («marchandises» françaises contre «céréales» soviétiques) fut ailleurs ridiculisée ou omise. A la grande satisfaction de Caffery, la grande presse préféra annoncer l'envoi imminent d'une aide financière américaine massive (exclue par le fiasco, évident d'emblée, du voyage simultané de Bidault à Washington⁽⁶⁴⁾): *Combat* affirma le 8 que selon «les milieux bien informés Bidault a[vait] déjà obtenu des assurances formelles de Washington "d'assister la France avant le 19 octobre"»; le 14, «la presse française monta en épingle» des informations optimistes ou falsifiées sur «l'aide intérimaire»; elle commenta aussi d'abondance la déclaration préélectorale (qu'elle était venue «réclamer» à Caffery) dont Lovett avait transmis le canevas à Caffery le 10 octobre, et finalement confiée à Harriman: le Secrétaire au Commerce exalta à Chicago le 14 - à cinq jours du premier tour - la générosité des États-Unis «pendant et depuis la guerre», et dénonça la manipulation électorale de Moscou «accompagnée d'un grand tapage et d'une activité débordante des communistes en France», alors même que l'URSS débordait de surplus céréaliers d'«au moins deux millions de tonnes»⁽⁶⁵⁾.

La présentation préélectorale de la question du ravitaillement par la grande presse facilita la rupture de l'*opinion* avec l'URSS. Le processus emprunta aussi d'autres voies, avec une résolution inentamée lorsque le second tour des municipales eut confirmé, selon le commentaire méprisant du *Baltimore Sun*, qu'«une simple promesse de secours de notre part a suffi pour donner le signe de ralliement des forces anticommunistes»⁽⁶⁶⁾.

En dépit de sources lacunaires, plus encore dans les archives françaises consultées que dans les *FRUS*, on peut émettre des hypothèses vraisemblables sur cette tactique *tous azimuts*. Peu avant l'annonce soviétique de négociations commerciales imminentes s'amorça l'opération Gautherot: le 4 octobre, *France Libre*, sous le titre «Face au bolchevisme», annonça la tenue d'un «meeting international des victimes de l'oppression soviétique» (c'est à dire les zones d'Europe occupées - vaincus et «satellites» - ou libérées de la Wehrmacht par l'Armée Rouge) pour le 28, à la salle Wagram, sous la houlette de l'ancien sénateur Gustave Gautherot.

L'ambassade soviétique à Paris protesta officiellement le 10 auprès du secrétaire général du Quai, Jean Chauvel: elle «demand[a] son interdiction», observant aigrement que l'information du journal «voisin[ait] avec celle de l'accord donné par le Gouvernement soviétique à une fourniture de blé au Gouvernement français». Chauvel lui répondit «qu'il ignorait tout du projet de M. Gautherot». Sur un ton moins amical, la Direction d'Europe (J.-C. Paris) invoqua deux semaines plus tard la Constitution et la législation de la France relative au droit de réunion qui «ne permett[ai]ent pas d'interdire cette manifestation»⁽⁶⁷⁾. La présence de l'affaire dans un dossier plein de lacunes suspectes suggère l'excellente information du Quai; on comparera aussi ce légitime souci de la légalité démocratique à sa négligence en matière de relations franco-américaines: Paris, Quai d'Orsay inclus, souscrivit à nombre d'in vraisemblables consignes de Washington concernant l'URSS et ses propres communistes dans cette période et, plus encore, dans celle qui la suivit (le Ministère Schuman)⁽⁶⁸⁾.

Washington apparut au premier plan d'une manœuvre qui couvrait son tapage grandissant contre les frontières issues de Yalta et Potsdam, organisée au profit présumé des malheureux «peuples européens opprimés par les Soviets»⁽⁶⁹⁾. Les organismes très divers de «réfugiés» financés par le Département d'État furent relancés avec éclat au cours d'un automne américain très antibolchevique. Gautherot convoqua son meeting à un moment où la grande presse américaine, guidée par l'Administration, faisait contre Moscou flèche de tout bois pour «pouss[er] au paroxysme

(...) la passion antisoviétique de l'opinion américaine»: des livres spectaculaires de Kravtchenko et de Dalline sur l'enfer soviétique aux faits et gestes des associations diverses de «réfugiés», tel le message adressé au Secrétariat de l'ONU par l'*International Peasant Union* regroupant des ressortissants des Pays danubiens et balkaniques dressés «contre l'emprise communiste»⁽⁷⁰⁾.

Au minimum, le Quai d'Orsay laissa faire une opération dont il n'eut pas l'initiative: voir le Reich amoindri, encerclé et interdit de revanche lui importait, malgré le discours de guerre froide, davantage que les misères alléguées de l'Europe orientale «occupée» par l'Armée Rouge; outre ces impératifs antigermaniques maintenus bien que soigneusement dissimulés, Gautherot, personnage peu ragoûtant, ne lui inspira sans doute pas plus confiance qu'un autre collaborateur de premier plan de la campagne déchaînée par Washington, Kravtchenko, décrit comme une franche canaille, début janvier 1948, par Mlle Daumarie, adjointe au Chef de l'Information française aux États-Unis⁽⁷¹⁾. Le Quai couvrit cependant l'entreprise, en un moment où ses services de renseignement, comme ceux de l'Intérieur et de la présidence du Conseil, confondaient leur prose sur les Soviétiques avec celle de leurs homologues américains au point de les confondre⁽⁷²⁾. L'affaire Gautherot fut préparée à l'Ambassade américaine, ce que confirme son absence des *FRUS*, d'autant plus anormale que Caffery suivait au jour le jour les faits et gestes politiques en France, particulièrement ceux du PCF et de *L'Humanité*: or, elle agita énormément, dans les derniers jours d'octobre, le PCF indigné de «l'ignoble provocation» lancée contre l'URSS par le truchement d'un personnage au lourd passé «collaborateur»⁽⁷³⁾. L'épisode associa le ministère de l'Intérieur, qui jeta brutalement ses forces contre les manifestants communistes résolus à empêcher la tenue du meeting - et qui y parvinrent presque en dépit de ce que le PCF qualifia de réédition des «sauvageries fascistes de Chiappe»⁽⁷⁴⁾.

La dernière étape de la rupture, la fermeture brutale du camp de rapatriement de Beauregard, qui se déroula le 14 novembre, mérite récit pour au moins trois raisons:

1° il s'agit d'un cas-type de manipulation d'opinion publique à propos d'un dossier «normal» de négociations diplomatiques;

2° comptant parmi les multiples initiatives du tournant de 1947-1948 affirmant le loyalisme politique et idéologique de tous les futurs «pays Marshall» emprunteurs à l'égard du pays prêteur, elle fut réalisée en collaboration avec les représentants américains à Paris;

3° elle consacra, aux yeux des Soviétiques, la véritable rupture morale des liens bilatéraux hérités de l'ère de la France Libre: ils furent scandalisés d'être publiquement traités en espions-gangsters dans un domaine *militaire* qui symbolisait leurs relations antiallemandes avec la France, et à l'époque même où, à Berlin et à Moscou, les Français leur garantissaient verbalement une complicité et une amitié intactes contre l'Allemagne.

L'opération, qui devait achever de convaincre, au début des grèves de novembre, la population qu'elle se trouvait enserrée dans l'impitoyable étau PCF-Soviétiques, mobilisa la grande presse, sur le thème de l'urgente liquidation d'activités subversives et d'espionnage soviétiques mortelles pour la souveraineté et l'indépendance de la France. Usant d'un marteau-pilon pour écraser un insecte inoffensif, le gouvernement français envoya 2.000 hommes en armes, appuyés par des tanks, pour expulser 58 ressortissants soviétiques, et surtout, «pour arrêter une femme et trois enfants»⁽⁷⁵⁾.

La procédure de rapatriement relevait d'accords bilatéraux signés le 29 juin 1945 et réglant le cas des ressortissants d'un des deux signataires qui avaient commis des crimes de guerre sur le territoire de l'autre. Leur application avait entraîné «des difficultés diverses», liées à la question (exposée ci-dessus) du sort des «ressortissants soviétiques récalcitrants»: l'URSS exigeait que ceux des Pays baltes, des zones polonaises désormais soviétiques ou d'Ukraine subcarpathique accusés d'avoir pris les armes contre elle aux côtés de la Wehrmacht lui fussent livrés; la France avait dès l'automne 1945 adopté une position médiane consistant à les «considérer comme citoyens soviétiques, mais ne pouvant être contraints à regagner leur pays s'ils s'y refus[ai]ent expressément»⁽⁷⁶⁾.

Le 12 août 1947, le Quai d'Orsay s'était rallié aux Anglo-Saxons invoquant la liberté imprescriptible contre l'accusation de crime de guerre: le problème du rapatriement étant considéré comme achevé, on mettrait simultanément fin aux deux missions de rapatriement à dater du 31 décembre 1947, ce qui, du côté français, entraînerait la fermeture du camp de Beauregard; au cas où les Soviétiques refuseraient les propositions françaises ou adopteraient «une attitude dilatoire» sur

deux points en litige (la demande française de création d'une «Commission mixte franco-soviétique» et l'obstruction soviétique en Pologne à la délivrance de visas de transit aux chauffeurs et aux rapatriables passant à travers la zone soviétique en Allemagne), Paris envisageait les mesures de rétorsion suivantes: «A. Arrêt immédiat des rapatriements des ressortissants soviétiques (biélorussiens et ukrainiens) dont plus de 10.000 nous sont demandés cette année. B. Cessation de l'activité des missions de rapatriement russe en France et française en URSS dans *un délai de trois mois*» et non, comme prévu, au 31 décembre.

L'alignement sur les Anglo-Saxons, concernant les criminels de guerre, usa du rituel truchement de «l'ONU»: revenant sur sa signature du 29 juin 1945, la France avait accepté, «sur la base des résolutions de l'ONU, lesquelles constituent un fait nouveau par rapport à l'accord franco-soviétique de rapatriement de juin 1945, que les criminels de guerre réclamés par l'URSS ne d[uss]ent être livrés que s'ils figuraient sur les listes des Nations Unies». Les Soviétiques coupables d'intelligence avec l'ennemi ne pourraient donc être remis «que sous la forme d'une extradition».

Paris hésitait cependant encore à l'été 1947 à abandonner la procédure *strictement bilatérale* que les Soviétiques respectaient: «les Russes, continuant à appliquer aux Alsaciens-Lorrains en URSS le régime du rapatriement automatique, conformément à l'accord franco-soviétique de Juin 1945, il pourrait être opportun, pour ne pas risquer de mettre obstacle à ce régime, d'admettre que, lorsque les Autorités soviétiques nous adresseront des demandes de livraison de criminels de guerre, et pourront *justifier* qu'il s'agit de Membres de l'Armée Vlassov ou de ressortissants soviétiques ayant *volontairement* pris les armes contre l'URSS, nous autoriserons leur rapatriement dans les conditions prévues à l'accord franco-soviétique de Juin 1945»⁽⁷⁷⁾.

Ni dans l'application, particulièrement conciliante, de ces accords ni dans l'offre de blé faite en octobre Moscou n'avait donné à Paris motif à représailles. Autre élément troublant, la correspondance directe n'a pratiquement pas laissé trace de cette affaire: tant dans les *FRUS*, qui ne reproduisent *aucune* dépêche rédigée entre le 30 octobre et le 29 novembre, que dans les fonds généraux français sur les relations avec l'URSS, presque vides depuis la fin d'août 1947⁽⁷⁸⁾. En outre, le volume consacré à l'association France-URSS, où ont été systématiquement versées les pétitions favorables à l'URSS et hostiles au choix «occidental» de la France jusqu'à l'époque, incluse, de la signature du Pacte atlantique, ne les a pas recueillies en la circonstance: la seule trace du dossier de la rupture d'octobre-novembre s'y trouve dans la traduction, envoyée par Catroux, d'un article virulent d'André Carrel, adjoint au rédacteur en chef de *L'Humanité*, stigmatisant notamment «les provocateurs à gages» de l'affaire Gautherot. Le paragraphe en question a été encadré en marge, au crayon noir, par son lecteur du Quai⁽⁷⁹⁾.

Mais un document de novembre et surtout la correspondance classée entre décembre 1947 et mars 1948 fournissent des indications précieuses. Une fois de plus, la campagne de presse déchaînée pour justifier l'agression de Beauregard - notamment sur le thème du «véritable arsenal» découvert dans le camp et des «mystères» qui l'entouraient, des orgies abominables au marché noir⁽⁸⁰⁾ - fut alimentée par la prose d'origine américaine des services secrets français. Avant d'envahir les colonnes de la grande presse française, la justification de la brutalité envers les 58 Soviétiques demeurés à Beauregard fut concoctée au ministère de l'Intérieur, aidé du Quai d'Orsay fournisseur de traductions en provenance directe de Washington: le camp évacué juste à temps, repaire d'espions des Soviets, agence du NKVD, nid de subversion, accumulait les armes dont les communistes vernaculaires se serviraient pour subjuguier la France. L'entreprise revêtit une ardeur remarquable en *décembre*, signe qu'on déploya des efforts d'imagination tardifs pour en fonder la légitimité. Comme pour les «informations» sur le Kominform, le Quai collabora avec l'Intérieur en mal de preuves: la Direction d'Europe fit traduire dès novembre la littérature échevelée des organismes américains de «réfugiés», tel l'article rédigé par *For Freedom*, organe du «parti révolutionnaire russe à New York», sur «les activités du NKVD en France», transmis à la Direction générale des Affaires Administratives, avec proposition de le «communiquer à la Sûreté Nationale» si elle le jugeait utile. Le texte n'en est pas joint, mais *L'Humanité* du 18 novembre mentionna comme une des preuves de la complicité franco-américaine dans l'affaire ce «long article, violemment antisoviétique, où le camp de Beauregard, qualifié pour la circonstance de "camp de concentration" (!) (*sic*) était désigné aux coups des autorités françaises»⁽⁸¹⁾.

Cette collaboration routinière aboutit à des chefs-d'œuvre dont témoigne une note du début de décembre signée de Jules Moch, tout récent Ministre de l'Intérieur à l'antibolchevisme public

spectaculaire ⁽⁸²⁾: fruit présumé du SDECE et de la DST, cette «synthèse de novembre» sur «les ingérences soviétiques en France» aussi verbeuse que vide nourrit, comme ses pareilles, l'intarissable flot de la presse. Elle mérite citation, par son style conditionnel et ses formules de rhétorique masquant l'imprécision totale des «informations» ou leur banalité (tels les effectifs officiels des Soviétiques en France).

Etude partielle, portant seulement sur les missions diplomatiques, les missions officielles, «l'Union des Citoyens soviétiques», observait d'emblée le document: une prochaine livraison, à la fin de l'année, fournirait la documentation manquante sur les «différentes organisations pro-soviétiques non-officielles, organismes noyautés» en France métropolitaine, en Afrique du Nord et dans «les pays satellites»). A., l'Ambassade à Paris comptait 90 fonctionnaires; B., «le Bureau d'Information», «une dizaine d'employés chargés de "l'ingérence politique et de la propagande"» - mentions banales suivies de l'annonce d'«une étude ultérieure» sur «le rôle très important de l'Association France-URSS» qui possédait un «émetteur-récepteur»; C., la «Mission Militaire et Commerciale» réunissait «une quarantaine d'officiers et d'ingénieurs»; D., le Consulat près d'une trentaine de fonctionnaires, la mission de rapatriement, «120 Officiers et Sous-Officiers», lesquels étaient «cinq ou six fois plus nombreux en 1946». Les émigrés jouaient un rôle essentiel dans les activités de renseignement: ceux qui étaient restés en France étaient «organisés en associations nombreuses et variées», parmi lesquelles «l'Union des Citoyens soviétiques».

Commençait ensuite, avec le paragraphe «Ingérences», le folklore classé en multiples rubriques: «A. Renseignements»: l'URSS utilisait «l'Union des Citoyens soviétiques», comptant 12.000 membres, sis à Nancy, Grenoble, Le Creusot, etc.», qui fournissaient des «renseignements militaires ou sur les ressortissants soviétiques»; «B. Agents»: il s'agit «en général» de «membres de l'Union des Citoyens soviétiques, sauf dans un certain nombre de cas particuliers d'Agents qui transitent à travers la France vers l'Afrique française, la Suisse, l'Amérique ou sont à poste fixe»; «C. Propagande»: elle était faite notamment en «Afrique française»; «D. Actions spéciales» - le disputant en ridicule à l'affaire suédo-norvégienne des introuvables «bombes volantes» germano-soviétiques de l'été 1946 ⁽⁸³⁾ -: «*en 1946 et jusqu'à l'été 1947, des enlèvements semblent avoir été accomplis sans que jusqu'alors aucun fait susceptible d'être transmis à la justice ait pu être établi (...)* En 1947, nous avons pu nous convaincre qu'à plusieurs reprises des membres de la Mission de Rapatriement et de la Mission Militaire ont effectué des missions nocturnes dont l'objet n'a pu être déterminé». Des armes entreposées «au camp de Beauregard auraient été découvertes début Novembre après que certaines d'entre elles ont été transférées dans les locaux des Missions au moment des élections municipales (...) Des groupes de choc» - expression fétiche des services secrets à l'ère kominformienne - «auraient été constitués parmi les membres de l'Union des Citoyens soviétiques», tel le chef des Jeunes du groupement, Gigalov, «aujourd'hui expulsé».

Dans ses «conclusions», le tandem SDECE-DST avoua que la littérature alimentant les campagnes antibolcheviques reposait sur du vent. Il ne disposait pas, malgré de tenaces efforts *prétendument récents* ⁽⁸⁴⁾ et les «contacts de notre Honorable Correspondant auprès de l'Attaché Militaire des USA» ⁽⁸⁵⁾, d'une once d'information sur les méfaits supposés des Soviets en France; et, trahissant son mauvais souvenir des débuts de l'épuration de l'appareil d'État, il annonça l'imminente chasse aux sorcières résistantes: «les renseignements que nous possédons actuellement (...) sont encore très incomplets bien qu'ils aient permis d'établir rien qu'à la Surveillance du Territoire 4.000 fiches environ portant sur des individus distincts et cette première synthèse de 250 pages commune avec la DEC (*sic*). Les services d'enquêtes en effet, complètement absorbés par les séquelles de l'occupation, n'ont abordé cette tâche énorme que depuis quelques mois. Les ingérences soviétiques en tant qu'émanation d'un régime totalitaire sont particulièrement bien coordonnées ce qui leur donne une précision qui est une force, mais en même temps une faiblesse parce que ces agents conscients et organisés doivent pouvoir être identifiés et suivis dans leurs actions. La notion d'indépendance nationale a été fortement troublée dans l'esprit public en France, par suite de l'occupation, des alliances clandestines, des procès politiques qui font que l'internationalisme et le nationalisme se rencontrent parfois au service d'une nation étrangère. Cet état de chose favorable à toutes les ingérences étrangères semble particulièrement bien exploité par l'URSS. Pour connaître et contenir des ingérences de cet ordre les services spécialisés n'ont pas seulement besoin de s'entendre étroitement; il leur faut aussi le concours de toutes les

administrations qui bien souvent sont en mesure dans leur propre domaine de dépister et de contrecarrer ces activités»⁽⁸⁶⁾.

«Ingérences» que Catroux fut, chargé, après sa longue absence, de confirmer à Molotov pour justifier le comportement français: les Français avaient recueilli la preuve «que certains officiers (...) s'immisçaient dans nos affaires intérieures (...) Le matériel de preuve dont je lui parlais existait. Mais M. Molotov m'a exprimé sa surprise de ce que je repris à mon compte ces arguments» et présenté l'affaire comme résultant de la volonté délibérée de se livrer à des «actes hostiles à l'URSS»⁽⁸⁷⁾.

Bien d'autres signes confirment la collaboration franco-américaine dans l'entreprise visant à ruiner conjointement la réputation des Soviétiques et de leurs plus fidèles soutiens intérieurs: 1° le traitement tardif et très partiel de l'affaire dans les *Mémoires* d'Auriol, pas avant le Conseil des Ministres du 26 novembre, et en des termes qui ne laissent en rien imaginer les conditions de l'assaut «militaire» du 14⁽⁸⁸⁾ - amnésie présidentielle volontaire (tant l'affaire reçut d'écho dans la presse) qui confirme le caractère «fabriqué» de ce prétendu «journal»; 2° l'approbation bruyante apportée à la «fermeté» et à la «vigueur» françaises par les Anglo-Saxons en cet automne de grèves et de scission syndicale: le gouvernement Schuman fut chaudement félicité pour avoir tenu en respect l'URSS, maté les grévistes, bref, s'être montré «décidé à résister aux entreprises subversives inspirées par les agents du Kominform en France»⁽⁸⁹⁾; 3° la correspondance diplomatique venue de Moscou: celle de Charpentier, versée dans les fonds en décembre, puis celle de Catroux, qui, rentré à Paris plusieurs semaines, ne revint en février 1948 que pour procéder à la liquidation de son poste, et vécut avec un malaise extrême ses derniers mois de fonctions.

Presque aussi ulcérés que le Kremlin de l'affront qui lui était infligé, le chargé d'affaires puis le général semblèrent reprendre à leur compte ses analyses sur la responsabilité exclusive dans cette crise d'une France résignée à s'aligner sur les Anglo-Saxons en fusionnant sa zone d'occupation avec la Bizone, capitulation «allemande» impliquant de convaincre au préalable la population française que l'attitude inqualifiable de l'URSS avait seule imposé cette option. Charpentier mentionna le 18 décembre «les réfutations données par M. Mitterrand et surtout les précisions contenues dans vos télégrammes 3055 et 3080» (non joints), mais ajouta: le Kremlin est persuadé «que le gouvernement recherche la rupture (...) L'on en conclut que la France agit sous la pression américaine et l'on relie "naturellement" le voyage de M. Dulles à Paris à l'aggravation des relations franco-soviétiques»⁽⁹⁰⁾.

Cette visite du début de décembre stimula en effet l'antibolchevisme français par l'excitation mutuelle à la rigueur contre les grévistes et leurs meneurs: André Marie poussa même à la surenchère, ce qui permit à Dulles une certaine modération de jugement sur les périls suscités par «les communistes»⁽⁹¹⁾. Pour encourager ses interlocuteurs, Dulles fit aussi de fallacieuses promesses «allemandes», notamment devant la presse américaine de Paris, qui s'empressa de répercuter aux confrères français les propos tenus sur «la nécessité de poursuivre, d'accord avec l'Italie, la lutte anticommuniste» et les mensonges alléchants sur les lendemains du ralliement français au principe d'une Trizone (Marshall «serait disposé à nous accorder un droit de veto sur les décisions à prendre au sujet de l'administration de l'Allemagne occidentale, en rétablissant la règle de l'unanimité (...) à nous accorder des avantages dans la Ruhr et à admettre la participation des États limitrophes dans l'administration de ce territoire»)⁽⁹²⁾.

Les Soviétiques attendirent d'avoir reçu les deux notes tardives du Gouvernement français (9 décembre) sur l'affaire de Beauregard et l'expulsion de citoyens soviétiques pour marquer la «rupture» morale entre les deux nations alliées: Goussiev (Ministre adjoint des Affaires Étrangères de l'URSS) remit le même jour à Charpentier une note annonçant la cessation des activités des deux missions de rapatriement et celle des «pourparlers commerciaux avec la France»⁽⁹³⁾.

c) Censure des rebelles et consensus antisoviétique de Guerre froide: l'ère de la rupture?

La presse déclencha en novembre-décembre une vaste campagne sur «les milliers de prisonniers lorrains et alsaciens» que les Soviétiques retenaient encore dans leurs geôles. La correspondance diplomatique corrobore plutôt les dires du Général Golioubev, chef du service de rapatriement soviétique, selon lequel il ne restait que les «76 Alsaciens» de la liste que venait de lui

remettre le Colonel Marquié, chef de la mission de rapatriement française en URSS, à son «audience d'adieu», reliquat que liquiderait l'URSS («Les mesures de rétorsion ne sont pas dans nos habitudes et nous n'en prendrons pas. Notre travail continue. Les Alsaciens rentreront»⁽⁹⁴⁾). Ce thème eut cependant au minimum un double usage: masquer la faiblesse de l'argumentation officielle sur les motifs de l'affaire de Beauregard et l'ampleur des concessions françaises en vue d'une fusion trizonale à la Conférence tripartite de Londres⁽⁹⁵⁾.

La carrière des représentants et journalistes philosoviétiques que l'alliance de guerre avait promue ne résista pas à la «rupture». Le 10 décembre, Marquié loua publiquement les Soviétiques pour leur respect scrupuleux de l'accord du 29 juin 1945 et désapprouva les mesures prises «dans des conditions ignominieuses» contre les membres de la mission soviétique (19 expulsions, etc.). Le rebelle fut immédiatement suspendu⁽⁹⁶⁾, et Jean Champenois, Directeur de l'AFP à Moscou, le suivit bientôt dans la disgrâce. Ce journaliste, qui avait passé la guerre en URSS, adressa à Marquié une lettre de soutien, pour «vous féliciter de votre patriotique, courageuse et utile déclaration»; et pour protester contre ceux qui «travaill[ent] à ruiner l'amitié franco-soviétique, à rompre, pour le rendre caduc, le pacte d'alliance inscrit sur la carte, comme me l'a dit un jour M. Herriot, et dans nos coeurs et qui est à la base de la sécurité et de l'indépendance de notre pays». La missive, publiée dans *L'Humanité* des 14-15 décembre, lui valut la sanction immédiate du Quai, signifiée via l'ordre «du Directeur général de l'AFP» (Bret) de «rentrer avec [ses] bagages» pour se présenter devant lui⁽⁹⁷⁾.

Jean Cathala, attaché d'Information à l'ambassade de France à Moscou, autre symbole de l'amitié de guerre, prit à son tour position: le rappel de Jean Champenois pour avoir laissé publier une lettre à Marquié où il «affirmait son attachement au pacte» de décembre 1944 allait «produire ici une impression déplorable»; il serait considéré comme une preuve nouvelle, s'ajoutant à d'autres éléments «qu'on croit avoir accumulés tout particulièrement ces derniers temps:

- 1) De l'absence de liberté d'opinion dans la "presse antigouvernementale" en France
- 2) De la volonté attribuée au Gouvernement français de ramener les relations franco-soviétiques à leur état de 1938-1941
- 3) De l'adhésion qu'on lui impute à une politique américaine d'agression antisoviétique où la France jouerait le rôle d'avant-garde sacrifiée. La suite d'événements qui commencent à la rafle de Beauregard ayant déjà pour résultat indiscutable de ruiner les rapports entre la France et l'URSS de façon si profonde qu'un très long travail dans des conditions nouvelles sera très nécessaire pour les rétablir, l'"affaire Champenois" se présente donc comme une aggravation supplémentaire, s'il entre dans les perspectives de freiner le glissement actuel. En tant qu'attaché d'information ayant coopéré depuis le temps de la "France Libre" au rapprochement qu'a consacré le pacte franco-soviétique j'ai le devoir d'attirer la plus sérieuse attention des services d'information à l'étranger sur cette aggravation et de demander que soit rapportée de toute urgence la mesure prise à l'encontre du correspondant de l'Agence France Presse en URSS»⁽⁹⁸⁾.

Champenois refusa de céder sur le fond - «m'incliner serait reconnaître que la liberté de s'exprimer n'existe pas dans notre profession» -, et publia encore quelques dépêches - notamment le 19, où il évoqua «l'éventualité d'une dénonciation du pacte franco-soviétique, et même d'une rupture entre l'URSS et la France», envisagées par les «commentateurs et observateurs soviétiques»⁽⁹⁹⁾. Le personnel dirigeant de l'Ambassade avait abondé avec Charpentier, en un style certes plus feutré, dans le sens de Cathala: «je suis persuadé que le Gouvernement soviétique ne prendra pas l'initiative de rompre les relations diplomatiques avec la France, mais, et je tiens à mettre le Département en garde sur ce point, il n'est pas exclu qu'il cherchera à vérifier par des démarches appropriées si la volonté de rupture qu'il attribue au Gouvernement français est fondée et dans l'affirmative de faire en sorte que nous en supportions entièrement la responsabilité»; il insista donc sur la nécessité de ne pas franchir ce nouveau pas, «quelle que soit l'indépendance de l'AFP à l'égard de l'État»⁽¹⁰⁰⁾.

Le Ministre se retrancha derrière la liberté de la presse pour ne pas assumer la responsabilité de l'éviction de Champenois: «il appartient au seul Directeur de cette Agence de juger si ce correspondant, en faisant ou en laissant publier par l'Humanité du 14 décembre 1947 sa lettre à M. Marquié, est resté fidèle à la règle d'objectivité que cette Agence s'impose en toutes circonstances». Champenois, considéré comme démissionnaire à dater du 23 décembre 1947, fut donc remplacé par Nau. Le tour de son avocat ne tarda guère, Bidault estimant qu'«il n'entr[ait] pas dans les

attributions de M. Cathala de formuler des appréciations sur la politique suivie par le Gouvernement français à l'égard de l'URSS»⁽¹⁰¹⁾: «le Service d'Information» de l'Ambassade à Moscou fit dans les semaines suivantes l'objet d'une réforme-liquidation que Cathala imputa à «l'inspiration des Américains»⁽¹⁰²⁾.

L'Ambassadeur du temps de l'amitié était alors revenu, brève transition vers la phase de glaciation: il prodigua, au début de février 1948, des assurances d'alliance antiallemande que la pratique gouvernementale démentait, et auxquelles Molotov répliqua «que son gouvernement avait pour règle de se former des jugements d'après les faits et non d'après les déclarations de bon vouloir». Ma présence à Moscou fournissait «la preuve, *insista Catroux*, que mon Gouvernement restait fidèle à une politique que je soutenais». Il quitta précisément Moscou six semaines plus tard, après une sinistre réception d'«adieux» donnant «une indication très nette du climat actuel des rapports franco-soviétiques»: sur 70 invités, 2 étaient venus, 3 s'étaient fait excuser, le reste était demeuré silencieux, signe sûr «que l'interdit est jeté sur la maison de France et qu'il est défendu aux citoyens soviétiques d'approcher les Français»⁽¹⁰³⁾.

4. EPILOGUE : LE QUAI ET L'HYSTÉRIE BERLINOISE (1948)

Arrivé à Moscou au lendemain des désastreux Accords de Londres et au début de «Blocus de Berlin», le successeur de Catroux, le socialiste Chataigneau, fut nommé par un Bidault sur le départ, accablé par l'ampleur de sa capitulation officielle (et beaucoup plus philosoviétique et germanophobe en coulisses que sur les tréteaux⁽¹⁰⁴⁾). Le nouveau venu fit entrer l'Ambassade dans l'ère de la glaciation, la durée de son poste (juin 1948-mai 1952) se confondant presque avec celle de Schuman au ministère des Affaires Etrangères.

On eût pu croire, en lisant une correspondance d'un style antisoviétique inimitable (très ampoulé, il était truffé d'énormes fautes de français, phénomène rare dans la profession), que l'ambassadeur n'entrerait plus en contradiction avec le ton de la grande presse française sur les Soviets. Là où Catroux voyait des humains, obsédés par les séquelles du conflit et hantés par la revanche allemande, Chataigneau s'appliqua, avec un sens de la surenchère si aigu qu'il en apparaissait suspect, à voir des robots ou des monstres. Son compte rendu de remise de ses lettres de créance (le 5 juillet) inaugura une méthode de disqualification dont il usa jusqu'à son départ, l'assimilation des Soviets à leurs ennemis jurés, les pangermanistes allemands, de Bismarck à Hitler (sans oublier les références aux barbares ou aux «hordes» d'Asie, avec un Staline Gengis Khan, autre thème récurrent): «la dureté du regard et des traits» de Molotov contrastait avec «le maintien noble que reflète le visage des Arabes, des Persans et des Afghans» et évoquait «la contenance haute que composent les Germains pour paraître ne point vouloir s'en laisser imposer»⁽¹⁰⁵⁾ (est-ce là qu'un ouvrage récent a puisé son tableau de la «curieuse diplomatie de ce temps et de ce camp où l'appartenance à la police politique l'emportait sur la compétence technique?»⁽¹⁰⁶⁾).

Façons fort en vogue à l'heure où le «Blocus de Berlin», «réaction soviétique aux accords de Londres (...) strictement localisée à Berlin» (et «que nous avions peut-être prévue plus étendue», releva la Direction d'Europe avec une pointe de regret⁽¹⁰⁷⁾), autorisa tous les excès verbaux. Le Ministère s'engagea plus ouvertement que jamais dans des campagnes d'intoxication pure et simple. Fin avril 1948, Jean Laloy, pourfendeur public du péril soviétique pendant sa longue carrière, revendiqua pour le Quai d'Orsay le rôle de chef d'orchestre, inspirant une note de la Direction d'Europe du 10 mai 1948 intitulée «Psychose de guerre et réalités soviétiques», modèle de cynisme: «tout se passe comme si l'expression "aller jusqu'au bout" voulait dire la guerre pour les Occidentaux mais *ne se posait simplement pas pour le Politburo*». L'URSS avait toujours cédé devant les Américains, depuis 1945, pour «ne pas risquer le conflit», en Iran, à Trieste, dans les Dardanelles «ou même en Italie»; on pouvait donc pousser les excès idéologiques jusqu'au paroxysme, sans risquer aucun péril extérieur. Laloy, alors que toute la documentation environnante atteste la répugnance de la France, partagée par Londres, à demeurer à Berlin - symbole du Reich et du pangermanisme -, une fois la coupure Est-Ouest acquise en Allemagne⁽¹⁰⁸⁾, suggéra donc de «tenir à Berlin», essentiellement pour connaître «les véritables intentions soviétiques dans le monde (...) Nous devons même aller plus loin et créer, nous, une véritable psychose de guerre autour de Berlin. Il faudrait employer pour cela tous les moyens de propagande spectaculaires à notre

disposition, créer une atmosphère de forteresse assiégée, du ravitaillement par avion et de tension telle qu'elle forcerait suivant toute vraisemblance les Russes à causer et si nous sommes obligés de partir quand même, les Russes ne pourront pas manquer d'avoir l'impression qu'ils n'ont fait que gagner la première bataille d'une guerre»⁽¹⁰⁹⁾.

Le vacarme de la presse dont le Quai revendiqua la paternité constitua un révélateur des contradictions de la politique extérieure française. L'antisoviétisme délirant pourvoyait à tout, évacuant les *vraies questions posées à la France*: le péril estimé gravissime ou mortel à terme, de la reconstitution rapide du Reich sous la houlette, comme naguère, et pour les mêmes raisons, des Anglo-Saxons; et les problèmes quotidiens soulevés par la dépendance exclusive et multiforme (financière, politique, militaire, etc.) à l'égard de Washington. Cette ligne, adoptée par les services de presse du Quai, aboutit à de tels débordements que des diplomates spécialistes de longue date de l'Allemagne - dès avant la guerre - sonnèrent parfois l'alarme. A quoi voulait-on en venir, alertèrent le 10 juin 1948 Tarbé de Saint-Hardouin et Seydoux, qui comptaient parmi les analystes les plus lucides des continuités de la stratégie anglo-saxonne et des impératifs vitaux d'une sécurité française menacée non par l'URSS mais par l'Allemagne (et par la stratégie américaine en ce domaine)? Ils corrigèrent donc littéralement le ramassis de fausses nouvelles que venait de publier *L'Intransigeant* du 25 mai 1948.

Le «reportage tendancieux» signé Sampieri était intitulé «Les Russes assiègent Berlin. A Potsdam, ils ont refusé le passage de 200 cercueils contenant les dépouilles de déportés français morts à Auschwitz». Les Soviétiques y étaient décrits comme indifférents aux souffrances des Occidentaux quittant - ou tentant à grand peine de quitter - Berlin assiégée. L'article s'ouvrait sur «le geste de Sokolovsky» du 20 mars 1948⁽¹¹⁰⁾ par lequel «les Soviétiques prenaient le risque de guerre. Instantanément (...) un silence funèbre s'abattit sur l'immense ville en ruines». Le détail était plus épouvantable encore: les Soviétiques ayant refusé de laisser passer malles et colis de plus de 15 kilos, «les camions durent faire demi-tour»; à Brunswick, le centre d'accueil ne comportait que 30 places pour 150 voyageurs; «pas de repas pour les enfants» jusqu'au premier train du matin, alors que les malheureux étaient arrivés à 22 heures. «Alors ce fut l'affolement»: le train du lendemain matin fut «pavoisé de langes accrochés aux portières». «Le cercle se resserre», avec le départ de plus en plus massif de «ceux qui n'ont pas de fonction officielle». L'article était conclu par l'affaire des cercueils et par la mention du refus soviétique de rapatriement du corps d'un officier français décédé, le Lieutenant Le Goff.

Cette prose hystérique contenait «certaines inexactitudes particulièrement choquantes:

1/ Les Russes n'ont jamais refusé de laisser passer à Potsdam les malles et les colis» d'un poids supérieur à 15 kilos: ils ont maintenu la liberté de circulation sur l'autostrade Berlin-Brunswick pour «toutes les voitures dont les occupants étaient muni d'un permis bilingue.

2/ Le centre de Brunswick est parfaitement aménagé et dispose d'une pouponnière.

3/ Les Alliés occidentaux n'ont pas évacué Berlin», mais les départs n'ont concerné que «quelques fonctionnaires anglais et américains dont les services ont été transférés à Francfort. Les Français ont simplement déménagé leurs archives et une partie de leurs bagages.

4/ Le paragraphe relatif au rapatriement des cercueils ne contient que des contre-vérités»: au 1er avril, il y en avait environ 400; 200 d'entre eux contenant les dépouilles de Français morts pendant la guerre dans la région de Berlin - pas à Auschwitz - «ont été rapatriés (et non laissés à Berlin) sans que les Russes aient fait la moindre difficulté, par les rames vides du train décadaire qui sert au ravitaillement des troupes et services français de Berlin». Quant au corps du Lieutenant Le Goff, il a été «rapatrié trois jours après» un décès dû à «une chute de cheval». «Cette déformation systématique des faits est très regrettable», car elle alarme «sans raison les familles [et] donne d'excellentes armes aux Russes qui pourront (...) exploiter à leur profit le manque d'objectivité de notre presse».

Les notes manuscrites du Département suggérèrent son manque d'émoi devant ce cas d'intoxication dans lequel certains services français à Berlin avaient forcément joué un rôle et qui, somme toute, s'intégrait à merveille dans la tactique Laloy: «1) M. Maillard: voir avec le service de presse ce qu'on peut faire; 2) signalé à Ordioni le 17 juin 1948; 3) il faudrait faire des observations au reporter»⁽¹¹¹⁾.

Le plus fort de la guerre froide - les années «coréennes» - ne retoucherait pas les permanences extérieures: la crainte du Reich, le retranchement derrière le paravent et barrage antiallemand que constituaient l'URSS et son efficace armée. Le Quai demeura bien informé par un personnel expérimenté et le plus souvent lucide, en dépit de ses préventions antibolcheviques de nature largement socio-culturelle. La presse continua à présenter aux foules la *traduction à usage interne* de la politique extérieure élaborée hors de sa sphère propre.

L'amabilité publique envers Moscou, même après la conclusion de la «belle et bonne alliance», devenait inutile et compromettante en temps de paix, dans la mesure où elle tendait à intégrer les parias bolcheviques dans la communauté intérieure dont la norme tendait à les exclure. L'Administration, Quai d'Orsay en tête, laissa donc toute liberté à la presse, quand elle se prêtait spontanément à l'antisoviétisme; elle l'incita à y céder quand cette règle n'était pas suffisamment respectée; stade ultime, elle mania la sanction ouverte contre des journalistes qui, investis de missions quasi officielles, se rebellèrent au tournant de 1947-1948 contre l'abandon *public* du pacte de 1944. Les seules limites imparties à l'antisoviétisme d'opinion publique ne pouvaient guère concerner, le cas échéant, que le tabou allemand. Le Quai, en pleine offensive antisoviétique *en France*, conduite en la compagnie de Washington, répugnait encore à étendre cette croisade *intérieure* à l'Allemagne occidentale. Lorsque les Américains tentèrent en décembre 1947 d'enrôler Gide, via ses ouvrages de 1936 et 1937 *Retour de l'URSS et Retouches à mon retour de l'URSS* (qui avaient marqué son passage de la sympathie à l'hostilité pour l'URSS ⁽¹¹²⁾), dans leur campagne antibolchevique, Paris refusa d'associer «aucune autorité française (...) à l'action qui a été engagée en Allemagne par le Gouvernement militaire américain» ⁽¹¹³⁾.

Susciter, accompagner ou autoriser les campagnes antisoviétiques en France relevait des règles de la vie politique intérieure; mettre la main française à cette entreprise dans la partie occidentale du Reich - en compagnie des seuls décideurs, les vainqueurs américains - relevait de nécessités objectives de la politique étrangère, les prudences antiallemandes à maintenir. Mais à quoi bon faire saluer par la presse la garantie *de fait* que constituait l'URSS contre le Reich? L'«alliance de revers» avait en 1914 atténué le péril allemand, et, bien que la seconde fois, son abandon eût contribué à la retentissante Défaite de 1940, l'armée russe avait vaincu l'Allemagne; cette alliance *extérieure objective* jouerait fatalement à l'avenir, la revanche ayant peu de chances de ne pas se produire sur les fronts de l'Ouest et de l'Est. Bidault avait distingué peu avant son départ les aspects politique et militaire des relations avec l'URSS, priant Massigli, à Londres, de protéger la France de l'Allemagne occidentale bientôt réarmée tout en œuvrant à la réaction occidentale antisoviétique: «il est nécessaire que nous obtenions des garanties contre une renaissance éventuelle du péril germanique. Il ne saurait s'agir à Londres de concevoir des garanties militaires positives de sécurité contre les dangers qui nous menacent du fait de l'URSS. Des entretiens séparés seront indispensables à cet égard». Concernant l'URSS, le problème est «d'ordre politique, car on peut penser qu'aussi longtemps que le péril soviétique subsistera, l'occupation totale de l'Allemagne se poursuivra. Demander à nos Alliés des assurances à cet égard n'ajouterait pas grand chose dans une situation où leurs intérêts sont solidaires des nôtres et où ils en ont conscience. La question essentielle est d'empêcher la pénétration soviétique dans l'Allemagne occidentale. Tous sont d'accord sur ce point»; mais à l'égard de l'Allemagne, «les conditions de la sécurité sont toujours les mêmes» ⁽¹¹⁴⁾.

La presse ne fut jamais requise d'exposer ces subtilités à la masse de la population, qui les ignore donc: sa définition des amis et des ennemis extérieurs relevait des nécessités de la lutte politique intérieure plus que de celles de la sécurité extérieure.

NOTES

¹. Lettre n° 1423 de Massigli, Londres, 23 mai 1947, *URSS 1944-1948* (plus loin *URSS...*) vol. 44, relations avec les Anglo-Saxons, janvier-mai 1947.

². J.-B. Duroselle, *Politique étrangère de la France, la décadence 1932-1939*, Paris, Le Seuil, 1983, *passim*.

³. J.-B. Duroselle, *L'Abîme 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1983, chap. III et IV, p. 118 (sur Payart), et p. 173-174 (sur Labonne).

- ⁴. Note du Directeur Adjoint des Affaires Politiques, Paris, 25 octobre 1944, *URSS...* vol. 51, relations bilatérales France-URSS, septembre 1944-mai 1945, MAE; J.-B. Duroselle, *L'Abîme...*, *op. cit.*, *passim*, à partir de la p. 313; et *Guerre 1939-1945, Londres CFNL*, vol. 220-225 et *Alger CFNL*, vol. 1261-1268, MAE.
- ⁵. J.-B. Duroselle, *L'Abîme...*, *op. cit.*, *passim*; Frank Costigliola, *France and the United States. The Cold Alliance since World War II*, New York, Twayne Publishers, 1992, chap. 1.
- ⁶. Note du Directeur Adjoint des Affaires Politiques, Paris, 25 octobre 1944, *URSS...* vol. 51.
- ⁷. Réaction au discours de Smuts (promettant à la France réduite le rang de puissance secondaire), renseignement des MUR/14/35100, décembre 1943, F1a 3743, opinion publique, 1943-1944, Archives Nationales (AN).
- ⁸. Bulletin hebdomadaire des RG n° 3209, Melun, 5 octobre 1943, F7 14904, RG, 1943-1944, AN.
- ⁹. Enquête sur l'opinion française au début de 1944, n° 1056, arrivé le 11 mai 1944, F1a 3743, AN, qui résume parfaitement l'opinion de toutes les classes sociales et régions sur «la conduite de la guerre» et «l'après-guerre» (19 p. + tableaux).
- ¹⁰. RG, bulletin n° 260 et rapport n° 239, Dieppe, 29 janvier et 5 février 1943, F7 14904. Texte *significatif*, confirmé par toute la correspondance de ce vol., et de AN, F1a 3743 et 3744-3745 (état d'esprit, contrôle postal, 1943-1944), 3769, Production industrielle, 1943-1944, 3774, résistance ouvrière, syndicats, 1943-1944, et F7 14904.
- ¹¹. JAX-4/35003, 30 juillet 1943, sur la bourgeoisie parisienne, F1a 3743. Sur son état d'esprit général, mêmes fonds; sur l'opinion ouvrière, mêmes fonds et F1a 3765, manifestations patriotiques et propagande gaulliste, BBC, bombardements, 1943-1944, AN.
- ¹². Enquête citée sur l'opinion française au début de 1944, n° 1056, F1a 3743.
- ¹³. Tél. Nègre n° 3895-3898, Moscou, 15 septembre 1945, *Europe Généralités 1944-1949* (plus loin *Europe...*) vol. 4, Projet d'Union occidentale, octobre 1944-décembre 1948, MAE.
- ¹⁴. Note du Directeur Adjoint des Affaires Politiques, Paris, 25 octobre 1944, *URSS...* vol. 51.
- ¹⁵. Enorme correspondance de décembre 1944-janvier 1945 et texte *in extenso*, *URSS...* vol. 51.
- ¹⁶. Circulaire SIP n° 71 DE, 5 janvier 1945, *URSS...* vol. 51.
- ¹⁷. Tél. Brugère n° 493-495, Bruxelles, 12 septembre 1945, *Europe...* vol. 4 (et SIP n° 278 DE, 10 septembre 1945, et commentaires en provenance des capitales concernées).
- ¹⁸. *Leitmotiv d'Europe...* vol. 4 et *URSS...* vol. 51. Sur les projets depuis 1941, Albert Resis, «Spheres of Influence in wartime Diplomacy», *Journal of Modern History*, vol. 53, septembre 1981, p. 417-439 ; sur la France, Annie Lacroix-Riz, «Sécurité française et menace militaire allemande avant la conclusion des alliances occidentales (...) 1945-1947», *Relations internationales*, automne 1987, p. 289-312.
- ¹⁹. Il faudrait citer tous les fonds 1944-1947. Sur la réserve de Moscou à l'égard des domaines coloniaux des puissances européennes, considérés comme avant tout *menacés par la Porte Ouverte américaine*, *URSS...* vol. 51 à 53 et *B Amérique États-Unis 1944-1949* (*États-Unis...*) vol. 106, sont particulièrement clairs. Catroux, chargé pendant la guerre du guépier syro-libanais qui l'opposa sans répit aux Anglo-Saxons (*cf infra*), fut particulièrement sensible à l'attitude soviétique.
- ²⁰. Tél. de Catroux n° 1302-1307, Moscou, 9 avril 1945, *URSS...* vol. 51.
- ²¹. Correspondance à dater du 29 avril 1945, de Moscou et Paris (surtout note de la Direction Europe, Paris, 4 mai, sur les «diverses difficultés (...) depuis quelque temps»), *URSS...* vol. 51.
- ²². *Foreign Relations of the United States (FRUS) 1945* vol. IV, 707 sq., *Allemagne 1944-1949* (*Allemagne...*), vol. 75, Politique américaine, décembre 1944-juin 1946, *États-Unis...* vol. 171, occupation de l'Allemagne, juillet-décembre 1945 et *Europe...* vol. 4, MAE.
- ²³. Note de la Direction des Affaires Politiques pour le Ministre, Paris, 25 septembre 1945, *URSS...* vol. 52, relations bilatérales France-URSS, juin 1945-novembre 1947, MAE.
- ²⁴. Voir le cas suédois, tout à fait représentatif, la Suède détenant de gros intérêts dans les pays baltes «indépendants», Annie Lacroix-Riz, *L'économie suédoise entre l'Est et l'Ouest : neutralité et embargo, de la guerre au Pacte Atlantique, 1944-1949*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 45, 48-49.
- ²⁵. PV de l'entretien Bogomolov-Catroux du 13 octobre, 15 octobre 1945, *URSS...* vol. 52.
- ²⁶. Note SIP n° 23, 27 octobre 1945, *URSS...* vol. 52. Washington fournit à ses alliés privilégiés, en France comme dans le reste de l'Europe, à la fois aide financière et thèmes idéologiques contre les Soviets: surtout à la SFIO, considérée comme le parti le plus maniable sur l'Allemagne, par opposition au PCF et au MRP, et très dépendante d'un soutien apporté dès la guerre: Edward Rice-Maximin, «The United States and the French Left, 1945-1949: the View from the State Department», *Journal of Contemporary History*, vol. 19, 1984, p. 729-747; A. Lacroix-Riz, «Du bon

usage de la Gauche non communiste en France», *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes (chirm)*, n° 30, 1987, p. 75-104.

²⁷. Tél. Catroux n° 4817-4835, Moscou, 19 décembre 1945, *URSS...* vol. 52.

²⁸. Tél. Charpentier n° 3938-3942, Moscou, 21 septembre 1945, *Europe...* vol. 4 (et tout le vol.).

²⁹. Lettre de Charpentier (en fait note de Noblet) n° 146, 2 septembre 1946, *URSS...*, vol. 52. Il faudrait citer tous les fonds sur l'équation germanophobe-soviétophile.

³⁰. Edouard Kuntz, l'ancien préfet du Tarn de Laval, «blanchi par la Commission d'Epuration de l'Intérieur», fut nommé «adjoint au Gouv (*sic*) militaire de la Sarre», note manuscrite, sd, classée entre le 9 et le 11 janvier 1946, et tél. de F. Coulet, Directeur d'Europe, Paris, 18 janvier 1946, *Belgique 1944-1949*, vol. 36, manifestations franco-belges, janvier 1946-avril 1947, MAE.

³¹. Lettres n° 2288 DGAA/INF de J. Arnaud au Commissaire général des AAA, Baden-Baden (historique de l'affaire depuis janvier); n° 271 de F. Coulet, à Tarbé de Saint-Hardouin et note de protestation de l'Ambassade d'URSS jointe; et réponse de la Direction Europe, 12, 6 et 18 mars 1946, *URSS...*, vol. 52.

³². Tél. de Charpentier n° 1743-1745, Moscou, 30 août 1946, *URSS...* vol. 52.

³³. Voir *FRUS* 1946, vol. V, et 1947, vol. III; Jean Davidson, *Correspondant à Washington : ce que je n'ai jamais câblé*, Paris, Ed. du Seuil, 1954 ; A. Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne: les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions Sociales, 1986, «Du bon usage...»; E. Rice-Maximin, «The United States and the French Left...»; Irwin Wall, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989.

³⁴. Terme récurrent d'*Europe...* vol. 4, utilisé aussi par la Tchécoslovaquie de Benès.

³⁵. Mi-décembre 1946-mi janvier 1947, avant le bref retour au tripartisme du gouvernement Ramadier, le 21 janvier 1947.

³⁶. Tél. Catroux n° 429-430, Moscou, 11 février 1947, *URSS...* vol. 52.

³⁷. Voir J.-B. Duroselle, *L'Abîme...*, *op. cit.*, p. 290-294 et *passim*; et Karin Gothe, «La France et le Levant pendant la Deuxième Guerre mondiale», remarquable mémoire de maîtrise, UTM, 1994.

³⁸. Tél. Catroux n° 429-430 et n° 428-435, Moscou, 11 février 1947, *URSS...* vol. 52. Voir aussi John W. Young, *Britain, France and the unity of Europe*, Leicester University Press, 1984, p. 43 *sq* et A. Lacroix-Riz, «Vers le Plan Schuman: les jalons décisifs de l'acceptation du réarmement allemand (1947-1950)», *GMCC*, n° 155, juillet 1989, p. 34-40.

³⁹. Copie d'un tél. de Paris à Bidault, 5 avril 1947, *48-Y-48 I sd 6*, Conférence de Moscou, vol. consulté avant classement définitif, MAE. L'application de cet «accord» insupportable aux Anglo-Saxons, furieux que la France disposât *sans débours* d'un charbon qu'ils prétendaient lui livrer (de la Ruhr, ou plutôt des États-Unis mêmes) *en dollars*, achève de convaincre qu'il n'exista que pour l'opinion publique. Voir tous les fonds de 1947. Le phénomène est évoqué *infra*, à propos des financements américains affectés à la conquête de l'opinion française.

⁴⁰. André Fontaine, *La guerre froide*, Paris, Fayard, 1974, p. 373. Voir *48-Y-48 I sd 6* à *55-Y-48 I sd 6* (8 vol. sur la Conférence et sa préparation); *Y 55 I sd* (occupation de l'Allemagne) ; *1 B 12 6* (1947) ; *B 9 2*, États-Unis et France, 1947, vol. consultés avant classement définitif, MAE, source du *Choix de Marianne...*, p. 106-120.

⁴¹. Compte rendu de l'entretien au Kremlin, 17 mars 1947, *URSS...* vol. 52. Noms propres soulignés dans le texte; passages en italique soulignés ou encadrés en marge par un lecteur du Quai. Sur le sens du «choix», A. Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne...*, p. 113-115, «La grève d'avril-mai 1947 de la Régie Renault : des événements à leur contexte général», *Renault Histoire*, n° 6, juin 1994, p. 128-161 (et *chirm*, n° 56, 1994, p. 91-136); et Irwin Wall, *L'influence américaine...*, p. 97-98, 100, 111.

⁴². Cité et cautionné par Georgette Elgey, *La République des illusions 1945-1951*, Paris, Fayard, 1965, p. 275.

⁴³. Document n° 123, *55-Y-48 I sd 6* (documents du 2 avril au 10 mai 1947).

⁴⁴. Lettre de Bonnet n° 2479, Washington, 8 décembre 1947, et article joint, *How France evaded Stalin's grasp*, n° cité, p. 12, 13, 95-97, *URSS...* vol. 53, relations bilatérales France-URSS, décembre 1947-juin 1949, MAE (Teitgen serait allé à Colombey en février voir de Gaulle, qui, violemment hostile à l'alignement sur l'URSS, aurait exigé une alliance exclusive avec les États-Unis: c'est imputer à de Gaulle seul un choix que la correspondance du Quai annonçait depuis plusieurs mois).

⁴⁵. Changement de ton net de la presse soviétique depuis le 5 mai, lettre de Charpentier n° 543, 5 juin 1947, *URSS...*, vol. 52, et tout le vol..

⁴⁶. Lettre n° 3328 de Koenig à Bidault, Baden-Baden, 7 juillet 1947, *URSS...*, vol. 52.

⁴⁷. Tél. de Catroux n° 2330-2339, 27 août 1947, *URSS...* vol. 52.

⁴⁸. A. Lacroix-Riz, «1947-1948. Du Kominform au coup de Prague, l'Occident eut-il peur du communisme et des Soviétiques?», *Historiens et Géographes*, n° 324, 1989, p. 220-225: ajouter à ses sources URSS... vol. 52 et 53; URSS... vol. 36 et 37, URSS-Allemagne (octobre 1944-août 1948), MAE.

⁴⁹. Tél. Catroux n° 2783-2794, 6 novembre 1947, *Y 1944-1949* vol. 201, Conférence de Londres de novembre-décembre 1947 (juillet-novembre 1947), MAE.

⁵⁰. Expression ironique de Matthews, alors ambassadeur américain en Suède, lettre de Dampierre n° 1068, Stockholm, 23 novembre 1948, *Europe Généralités 1944-1949* vol. 43, Solidarité nordique, août 1948-juin 1949, MAE.

⁵¹. Tél. Catroux n° 278-287, 12 février 1948, URSS... vol. 53 relations bilatérales France-URSS, 8 décembre 1947-juin 1949, MAE.

⁵². A. Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission (1944-1947)*, Paris, Editions Sociales, 1983, chap. 4 à 6 (notamment p. 306-313 sur les «péniches de sucre pour l'Allemagne»), *Le choix de Marianne...*, chap. 3 à 5 ; Irwin Wall, *L'influence américaine...*, chap. 3.

⁵³. Tél. Bedell Smith, 4 septembre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 735 et lettre de Catroux, 11 février 1947, URSS... vol. 44, relations avec les Anglo-Saxons, janvier-mai 1947, MAE, et tout le vol.

⁵⁴. Tél. Lovett, Washington, 29 août, *FRUS 1947*, vol. III, p. 734-735.

⁵⁵. *FRUS 1947*, vol. III, et *Le choix de Marianne...*, chap. 4 et 5, notamment p. 182-186.

⁵⁶. *Histoire générale de la Presse française*, Paris, PUF, t. 3, 1972 (1871-1940), p. 260, 269-272, et 492-493.

⁵⁷. Mémoire pour Lovett, Washington, 11 juillet 1947, *FRUS 1947* vol. III, p. 720-721 (document confirmant parmi tant d'autres qu'il n'y eut pas d'«accord occidental» charbonnier sur la Sarre à Moscou), et rapports des 25 et 28 juin 1947 de Matthews et de Marshall cités par E. Rice-Maximin, «The United States...», p. 736-737.

⁵⁸. *Le choix de Marianne...*, p. 133-136.

⁵⁹. Tél. Caffery, Paris, 18 juillet, 9 et 13 septembre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 723-724, 736-738 et 748-749.

⁶⁰. Tél. Lovett et Caffery, 16 et 17 septembre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 749-750 et 753-754.

⁶¹. PV de la conversation Lovett-Bonnet, et tél. Caffery, 24 et 25 septembre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 759-761.

⁶². Plusieurs exemples nationaux cités, «1947-1948. Du Kominform...», p. 230-236.

⁶³. Communiqué du MAE, *L'Humanité* du 11 octobre, traduite par le tél. Caffery, 11 octobre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 773.

⁶⁴. Dédaigneux rapport de Lovett annonçant à Truman ce que Bidault allait lui dire ou lui demander (en vain), le jour même, Washington, 2 octobre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 762-763. Sur la conjoncture, *Le choix de Marianne...*, chap. 4 et 5.

⁶⁵. Tél. Caffery, 8 et 14 octobre, *FRUS 1947*, vol. III, p. 765 et 775; Lovett, 10 et 11 octobre, p. 766 et 774.

⁶⁶. Lettre de Bonnet n° 2172, Washington, 27 octobre 1947, *B 9 2*, 1947 (et correspondance de Bonnet d'octobre 1947, *États-Unis...*, vol. 118, État-Unis, politique extérieure, relations avec la France, janvier 1947-mars 1950, MAE.

⁶⁷. Note du Secrétariat général, et lettre de J.-C. Paris, Paris, 11 et 24 octobre 1947, URSS... vol. 52.

⁶⁸. Exemples de lutte anticommuniste concertée, A. Lacroix-Riz, *Les Protectorats du Maghreb entre la France et Washington du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, «1947-1948. Du Kominform...», *passim*, et «Réflexion sur un bilan du Plan Marshall, à propos d'un ouvrage récent», *chirm*, 1994, n° 54, p. 115-140, et n° 55, p. 115-153; et Irwin Wall, *L'influence américaine...*, *passim*.

⁶⁹. Publicité pour le meeting, presse d'octobre 1947 (voir notamment *L'Humanité* depuis le 25 octobre).

⁷⁰. Lettres de Bonnet n° 2023 et n° 2024, Washington, 7 et 4 octobre 1947, *États-Unis...*, vol. 203, relations États-Unis-URSS, septembre 1946-avril 1948, MAE, largement consacré à la propagande antisoviétique de Washington, et vol. 122, État-Unis, politique extérieure, relations avec la France, Afrique du Nord française, décembre 1944-août 1948 (sur le contexte, *Les Protectorats du Maghreb...*, p. 43).

⁷¹. Portrait sinistre de cet ancien membre de la mission soviétique d'achat aux États-Unis, auteur de *J'ai choisi la liberté*, dont l'immense succès dans ce pays «lui a[vait] rapporté une grosse somme d'argent», devenu «expert des questions communistes» appelé à témoigner devant le *House Committee on Unamerican Activities*, lettre n° 77 de Ludovic Chancel, Consul général à New York, 14 avril 1948, et n. n° 2874 de Mlle Daumarie, 9 janvier 1948, URSS..., vol. 45, relations avec les Anglo-Saxons, janvier-mai 1948, MAE.

⁷². Littérature du SDECE et des services du Quai, transmise à Chauvel, donc au plus haut niveau, citée, «1947-1948. Du Kominform...», p. 233-236, et *Europe...* vol. 32, Kominform, octobre-décembre 1947, MAE.

⁷³. Sénateur de Loire-Inférieure ayant voté les pleins pouvoirs à Pétain (Marcel Cachin), «mercenaire de la Ligue antibolchevique, pétainiste notoire», appel à la contre-manifestation de la Fédération de la Seine du PCF, *L'Humanité* du 28 octobre 1947.

⁷⁴. *L'Humanité* des 29 et 30 octobre 1947. Le cheminot Alfred Puzzuoli, ancien FTP, mourut quelques jours plus tard de ses blessures, *L'Humanité* du 7 novembre 1947. Les autorités défendirent la thèse d'un «accident du travail» ou d'une «intoxication», récusée par le PCF, *L'Humanité* du 8 au 14 novembre 1947.

⁷⁵. Lire la presse sur le cas de Mme Spetchinskaya.

⁷⁶. Note de la Direction des Affaires Politiques pour le Ministre, 28 octobre 1945, *URSS...* vol. 52.

⁷⁷. Note de la Direction des Affaires Administratives et Sociales pour le Ministre, Paris, 12 août 1947, *URSS...* vol. 52. Souligné dans le texte.

⁷⁸. Un seul courrier entre le 27 août et le 22 octobre 1947, *URSS...* vol. 52; quatre, brefs et clairs sur la dégradation des relations du 24 octobre à la fin novembre 1947, *URSS...* vol. 53.

⁷⁹. Copie jointe à la lettre de Catroux n° 1075, 11 novembre 1947, *URSS...* vol. 54, Pétitions de soutien, manifestations et cérémonies franco-soviétiques, novembre 1944-juin 1949, MAE.

⁸⁰. Presse à dater des 15 et 16 novembre 1947.

⁸¹. Note de la Direction d'Europe n° 337, 22 novembre 1947, *URSS...* vol. 52, et *L'Humanité* du 18 novembre 1947, p. 2. Sur la fébrilité de la Sûreté Nationale française et de son chef, Boursicot, organisateur de la chasse aux sorcières «européenne», «1947-1948. Du Kominform...», p. 240.

⁸². Depuis fin novembre 1947, à la constitution du Ministère Schuman (jusqu'alors Ministre des Transports et Travaux Publics). Sur le contraste entre l'homme de tréteaux contant des fables de loup-garou sur les «rouges» d'URSS et de l'hexagone et le membre du Comité Economique Interministériel décrivant les *vrais problèmes*, franco-américains, de l'heure, «1947-1948. Du Kominform...», p. 233.

⁸³. Sur le péril «rouge» en Afrique, *Les Protectorats du Maghreb..., passim*; sur les «bombes volantes», *L'économie suédoise ...*, p. 54-55.

⁸⁴. Le BCRA et ses successeurs étaient obsédés, comme l'Intérieur, confié à la SFIO en raison de sa phobie anticommuniste, par le communisme et les Soviets: voir tous les fonds concernés, du Quai d'Orsay (depuis les séries 1939-1945) aux AN (F1a, F1 CIII, F7, etc.).

⁸⁵. Renseignement du 19 novembre 1947, valeur B 1, Paris, *Europe...* vol. 32.

⁸⁶. Note DST n° 54/SN/ST (synthèse DST-SDECE), 4 décembre 1947, Paris, *URSS...* vol. 53.

⁸⁷. Tél. Catroux n° 278-287, 12 février 1948, *URSS...* vol. 53.

⁸⁸. Vincent Auriol, *Journal du Septennat 1947-1954*, Paris, Armand Colin, t. I, 1947, p. 587.

⁸⁹. Lettre n° 159 du Consul de France à La Nouvelle-Orléans, 13 décembre 1947, *URSS...* vol. 53 et (*Le choix de Marianne...*, p. 153 sq.).

⁹⁰. Tél. de Charpentier n° 3237-3241, Moscou, 18 décembre 1947, *URSS...* vol. 53 (et correspondance depuis décembre).

⁹¹. Entretien André Marie (MAE par intérim, Bidault étant à la Conférence de Londres)-John Foster Dulles, note pour le Cabinet du Ministre, Paris, 5 décembre 1947, *Allemagne...* vol. 78, Politique américaine en Allemagne, décembre 1947-juin 1948, MAE (cit. «1947-1948. Du Kominform...», p. 234).

⁹². Note, 9 décembre 1947 sur la conférence de presse de Dulles, *Allemagne...* vol. 78.

⁹³. Tél. Charpentier n° 3078, 10 décembre 1947, *URSS...* vol. 53.

⁹⁴. *L'Humanité* du 13 décembre 1947.

⁹⁵. Voir surtout *Y 1944-1949* vol. 201 et 202, Conférence de Londres de novembre-décembre 1947 (juillet 1947-juin 1948). *URSS...* vol. 36 et 37.

⁹⁶. *L'Humanité* des 11 et 12 décembre 1947.

⁹⁷. Tél. SIP sans n°, 17 décembre 1947, *URSS...* vol. 53.

⁹⁸. Tél. Charpentier (de la part de Cathala) n° 3227-3229, 17 décembre 1947, *URSS...* vol. 53.

⁹⁹. Tél. Charpentier n° 3224, et n° 3657 (citant AFP), 17 et 19 décembre 1947, *URSS...* vol. 53.

¹⁰⁰. Tél. Charpentier n° 3237-3241 (dont il demanda la communication à Catroux, alors à Paris) et n° 3307, 18 et 24 décembre 1947, *URSS...* vol. 53.

¹⁰¹. Tél. du MAE à Schuman, et SIP (Offroy) n° 3135, Paris, 20 et 24 décembre 1947, *URSS...* vol. 53.

¹⁰². Tél. Catroux n° 255-256, citant l'interview de Cathala dans *L'Humanité*, reproduite par la presse soviétique, Moscou, 7 février 1948, *URSS...* vol. 53.

¹⁰³. Tél. Catroux n° 278-287 et n° 623-624, 12 février et 24 mars 1948, *URSS...* vol. 53.

¹⁰⁴. Sur les vrais sentiments de Bidault au début de 1948, il faudrait citer tous les fonds: voir *infra*, et A. Lacroix-Riz, «Vers le Plan Schuman...», n° 155, p. 25-41, et n° 156, octobre 1989, p. 73-87; «La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique: une alliance militaire redoutée, fondée sur le réarmement allemand (1947-1950)», *Francia*, vol. 16, cahier n° 3, mai 1990, p. 49-71.

¹⁰⁵. Lettre n° 809 de Chataigneau, Moscou, 15 juillet 1948, *URSS...* vol. 53.

¹⁰⁶. Robert Frank, René Girault, Jacques Thobie, *La loi des géants 1941-1964*, Paris, Masson, 1993, p. 140-141.

¹⁰⁷. Cette «note au sujet de notre politique allemande en 1948-1949», du 23 avril 1949, dégage entièrement l'URSS et accable les États-Unis de la responsabilité de la rupture (*Allemagne...* vol. 84, politique française, janvier-juin 1949, MAE). Elle dispenserait presque de la lecture des fonds Berlin: *Allemagne...* vol. 77 à 79 (mars 1947-juin 1949), *États-Unis...*, vol. 177 à 179, occupation de l'Allemagne (avril 1948-juin 1949), et surtout *Y... 1944-1949* vol. 335 à 339, Berlin (avril 1946-juin 1949).

¹⁰⁸. «1947-1948. Du Kominform...», p. 224.

¹⁰⁹. Lettre de Laloy, Berlin, et note citée, Paris, 28 avril 1948 et 10 mai 1948, *Y... 1944-1949* vol. 335, Berlin (avril 1946-mai 1948). Souligné dans le texte. Sous la langue de bois perçait la ligne de repli du Quai dans cette affaire très fâcheuse pour la politique allemande.

¹¹⁰. Son départ de la réunion quadripartite que toute la grande presse présenta comme la cause de la rupture, thèse à confronter à la correspondance du MAE, qui le décrit comme la simple reconnaissance de la liquidation du quadripartisme par les entretiens tripartites de Londres.

¹¹¹. Copie de l'article, lettre de Tarbé (signée Seydoux) n° 340, 10 juin 1948 et notes manuscrites à sa tête, *Y... 1944-1949* vol. 336, Berlin, juin-juillet 1948, MAE.

¹¹². David Caute, *Le communisme et les intellectuels français 1914-1960*, Paris, Gallimard, 1967, notamment p. 292-296.

¹¹³. Lettres n° 2491 de Tarbé, Berlin, et n° 415 du MAE au même, 12 et 24 décembre 1947, *Allemagne...* vol. 102, Instruction Publique et vie culturelle, septembre 1947-mars 1948, MAE..

¹¹⁴. Note de la Direction d'Europe, et tél. Bidault à Massigli n° 1762, 17 et 22 avril 1948, *Y... 1944-1949* vol. 304, Conférence tripartite de Londres, 2^e session, correspondance des 15-28 avril 1948, MAE.